



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la
communication DETEC

Office fédéral de l'énergie OFEN

Section Appareils et appels d'offres publics

Conditions pour la soumission de projets en 2023

14^e appel d'offres public concernant les mesures
d'efficacités dans le domaine de l'électricité



Bureau ProKilowatt
c/o CimArk SA
Rue de l'Industrie 23
1950 Sion

Éditeur:

Office fédéral de l'énergie OFEN, 3003 Berne

Interlocuteur pour toute question relative à l'appel d'offres:

ProKilowatt

Bureau pour les appels d'offres publics dans le domaine de l'efficacité électrique
c/o CimArk SA

Rue de l'Industrie 23
1950 Sion

Tél. +41 58 332 21 42

prokilowatt@cimark.ch

Pour des raisons de facilité de lecture, il est renoncé à l'emploi d'une formulation épicène, qui consiste par exemple à écrire utilisateurs/utilisatrices. Les termes correspondants s'appliquent en principe aux deux sexes au sens de l'égalité de traitement.

Table des matières

1. Introduction	4
1.1. Modifications importantes par rapport à l'année précédente.....	4
1.2. Procédure d'appel d'offres continu.....	5
1.3. Appel d'offres séparé pour les projets avec des coûts d'investissement élevés.....	6
1.4. Budget et contribution maximale.....	7
1.5. Remarques pour la soumission d'une offre.....	7
1.6. Dates importantes.....	8
1.7. Communication.....	8
2. Exigences et évaluation des projets	9
2.1. Evaluation des projets.....	9
2.2. Exigences pour les projets.....	10
3. Calcul de la durée de retour sur investissement et de l'efficacité des coûts	13
3.1. Coûts d'investissements.....	13
3.2. Durée d'utilisation standard.....	13
3.3. Économie d'électricité cumulée imputable.....	14
3.4. Durée d'amortissement / durée de retour sur investissement.....	15
3.5. Efficacité des coûts de projets.....	15
3.6. Réserves concernant le soutien.....	15
4. Exigences particulières	16
4.1. Remplacement des chauffe-eau électriques (boilers) par des chauffe-eau à pompe à chaleur ou le raccordement aux pompes à chaleur pour le chauffage des locaux.....	16
4.2. Circulateurs électriques sans presse-étoupe.....	16
4.3. Moteurs électriques.....	19
4.4. Pompes à eau (pompes à moteur ventilé, Inline, pompes monoblocs).....	22
4.5. Ventilateurs.....	23
4.6. Éclairage.....	25
4.7. Installations de réfrigération et de climatisation.....	26
4.8. Compresseurs et systèmes d'air comprimé.....	28
4.9. Appareils industriels.....	29
4.10. Production et distribution de l'électricité.....	30
4.11. Production d'électricité.....	33
4.11.1 Exigences minimales pour les installations ORC.....	33
5. Organisation de l'exécution	35
5.1. Décision.....	35
5.2. Voies de recours.....	35
5.3. Réductions possibles des contributions de ProKilowatt.....	35
5.4. Vérification et documentation requise à cette fin.....	35
5.5. Exigences concernant la preuve des coûts.....	36
5.6. Entreprises avec convention d'objectifs ou audit énergétique ou gros consommateurs.....	36
5.7. Taxe sur la valeur ajoutée.....	36
6. Glossaire	37

1. Introduction

Le présent document définit les conditions à remplir pour participer au quatorzième appel d'offres lancé dans le cadre des «Appels d'offres publics» (ProKilowatt) concernant les mesures d'efficacité dans le domaine de l'électricité (conformément aux art. 19 à 22 de l'ordonnance sur l'énergie, OEnE, RS 730.01), réalisées par le biais de projets. Les appels d'offres publics encouragent des projets contribuant à réduire la consommation d'électricité dans l'industrie, l'agriculture et les services, à un coût aussi faible que possible.

La documentation relative aux appels d'offres pour les programmes est déterminante pour la soumission de programmes à ProKilowatt.

En cas de doute, la version allemande des documents d'appel d'offres pour les projets ou les programmes fait toujours foi.

1.1. Modifications importantes par rapport à l'année précédente

Mot-clé	Description de la modification	Chapitre
Appel d'offre séparé pour les projets avec des coûts d'investissements élevés	Les projets dont les coûts d'investissement sont élevés, peuvent demander des aides financières d'un montant supérieur à CHF 2 millions et inférieur à CHF 6 millions. Le déroulement de cet appel d'offre séparé suit un calendrier spécifique (ces projets ne peuvent pas participer à l'appel à projets continu).	1.3
Le raccordement aux réseaux de froid et d'anergie peut désormais être soutenu	Le raccordement à un réseau de froid ou d'anergie peut désormais être soutenu. Les économies d'électricité réalisées grâce à la production locale de froid sont considérées comme éligibles.	2.2.1 (Pj-1q), 2.2.2 (Pj-2g)
Aides financières de tiers	Il est autorisé de recevoir des aides financières supplémentaires de tiers, uniquement si celles-ci ne sont pas liées à une économie d'énergie et/ou de CO ₂ .	3.1.1.2
Circulateurs à rotor noyé : adaptation des valeurs limites pour l'EEI	Les valeurs limites de l'EEI à respecter pour être éligible ont été légèrement modifiées.	4.2
Rénovation des installations d'éclairage intérieures et extérieures : nouvelles règles de calcul des économies et d'éligibilité des installations	De nouvelles règles s'appliquent à la rénovation des installations d'éclairage intérieures et extérieures pour l'éligibilité et le calcul des économies d'électricité et des coûts d'investissement éligibles	4.6
Nouvelles exigences minimales pour le froid industriel	Les installations de froid destinées à la production de froid industriel sont désormais également soumises à des valeurs limites d'efficacité énergétique (valeurs SEPR).	4.7.2
Air comprimé : Indication de la capacité de production	Pour les mesures d'air comprimé, la capacité de production d'air comprimé avant et après la mise en œuvre des mesures doit désormais être prouvée.	4.8
Les mesures visant à produire de l'électricité dans une entreprise à partir des rejets thermiques peuvent désormais être soutenues	Les mesures visant à produire de l'électricité à partir de la chaleur résiduelle à basse température (par exemple l'installation de systèmes ORC) peuvent désormais être soutenues.	4.11
Règles concernant le soutien de ProKilowatt pour les mesures prises en compte dans les conventions d'objectifs ou les audits énergétiques	Les conditions concernant le soutien de ProKilowatt pour les mesures non rentables prises en compte dans une convention d'objectifs ou un audit énergétique sont expliquées plus précisément.	5.6

Tableau 1: Aperçu des principales modifications par rapport aux conditions 2022

1.2. Procédure d'appel d'offres continu

Il n'y a pas de date limite de soumission fixe pour les appels à projets. Les demandes de projet peuvent être soumises à tout moment sur <https://webtool.prokw.ch> à partir du 7 novembre 2022 (date de publication des documents de l'appel à projets) et jusqu'au 5 novembre 2023 (voir dates importantes au chap. 1.6). Les demandes de projet soumises par courrier postal ne seront pas prises en considération. Après avoir soumis une demande de projet dans l'outil de saisie en ligne, le requérant recevra un email de confirmation avec indication de la date et de l'heure à laquelle la demande a été soumise.

Au début de la deuxième semaine qui suit la dépose d'une demande de projet, le requérant sera informé par email si la première version soumise de sa demande répond aux exigences de base et aux critères d'éligibilité des conditions et est ainsi valide. Si la première version soumise est valide, la demande participe directement à la procédure de sélection concurrentielle. Si la première version soumise n'est pas valide, car certains points relatifs aux critères d'éligibilité doivent être clarifiés, le requérant recevra par email la liste des points à clarifier. Le requérant a ainsi la possibilité de clarifier les points en suspens et si besoin de modifier sa demande, une seule fois et dans un délai maximum d'un mois. Si, après avoir clarifié les points en suspens et modifié sa demande, la deuxième version de la demande répond aux exigences de base et aux critères d'éligibilité des conditions, celle-ci est considérée comme valide et peut ainsi participer à la procédure de sélection concurrentielle. Si la deuxième version soumise ne répond toujours pas aux exigences de base et aux critères d'éligibilité des conditions, celle-ci est refusée comme étant non valide et n'a pas droit à une contribution de soutien.

Toutes les demandes de projets qui ont été soumises au cours d'une même semaine donnée, du lundi 0.00 au dimanche 23.59, et qui sont considérées comme valides dans leur première ou deuxième version participent à la même procédure de sélection concurrentielle (ci-après nommée "round de sélection"). La date et l'heure de la soumission dans l'outil de saisie en ligne de la première ou deuxième version valide font foi pour déterminer quelles demandes participent au même round de sélection de ladite semaine.

Afin d'assurer une compétition suffisamment forte et comparable lors de chaque round de sélection mais aussi d'une semaine à l'autre, un nombre suffisamment élevé de demandes valides doit être garanti pour chaque round de sélection. À cette fin, en plus des demandes valides soumises au cours d'une même semaine donnée, les 15 dernières demandes valides seront prises en compte dans le round de sélection en tant que "concurrents virtuels". Les 15 derniers "concurrents virtuels" sont choisis en fonction de la date de soumission de la version valide des dernières demandes déposées. Les demandes valides qui ont été acceptées ou qui ont été refusées lors des précédents rounds de sélection sont considérées comme "concurrents virtuels" pour les prochains rounds de sélection. Les décisions d'attributions, qui ont déjà été prises pour les demandes, qui participent en tant que concurrents virtuels restent inchangées.

Au maximum 85% des demandes de projet d'un round de sélection obtiennent une contribution de soutien. Les demandes, qui ont droit à une contribution de soutien, sont sélectionnées selon leur "rapport coût-efficacité" (voir l'explication du rapport coût-efficacité dans les chapitres 2.1, 3.5). Le 85% des demandes, qui présentent un rapport coût-efficacité inférieur aux autres demandes, sont sélectionnées.

A titre d'exemple, pour expliquer la procédure de sélection concurrentielle : 2 nouvelles demandes valides (projets A, et B) ainsi que les 15 "concurrents virtuels" participent au même round de sélection d'une semaine donnée. Ces 17 projets sont classés selon l'ordre croissant de leur rapport coût-efficacité, c.à.d. les projets avec les rapports coût-efficacité les plus bas sont classés en premiers. Le 85% des 17 projets les mieux classés correspond à 14.45 projets. Pour assurer concurrence suffisamment rigoureuse, ce chiffre est arrondi. Les 14 projets les mieux classés sont donc sélectionnés. Si une ou plusieurs des 2 nouvelles demandes de projets sont classées parmi les 14 premières demandes, elles obtiennent une contribution de soutien. Le projet A est classé au 3ème rang et le projet B au 17ème rang. Par conséquent, le projet A reçoit une contribution de soutien, tandis que le projet B ne reçoit pas de contribution de soutien. Comme mentionné plus haut, les décisions d'attribution, qui ont été prises précédemment pour les 15 "concurrents virtuels" ne changent plus.

Les demandes de projet, qui n'ont pas obtenu de contribution de soutien, ne peuvent pas être soumises à nouveau au cours de la même année d'appel d'offres 2023 (voir critère Pj-2a au chap. 2.2.2). Le fait qu'un projet n'ait pas reçu de contribution de soutien parce qu'il n'a pas été retenu dans un round de sélection en raison de son rapport coût-efficacité trop haut ou parce qu'il ne remplit pas les exigences de base et les critères d'éligibilité n'a pas d'importance.

La décision d'attribution (courrier et copie par email) est communiquée par l'OFEN généralement deux semaines après un round de sélection. Dans le meilleur des cas, les requérants reçoivent ainsi la décision d'attribution quatre semaines après avoir soumis la première ou la deuxième version d'une demande valide (voir dates importantes au chap. 1.6).

Une liste FAQ des questions les plus fréquentes concernant la procédure d'appel à projet continue est disponible sur: www.prokw.ch.

1.3. Appel d'offres séparé pour les projets avec des coûts d'investissement élevés

Dans le cadre de l'appel d'offres 2023, un appel d'offres séparé est organisé pour les projets présentant des coûts d'investissement élevés. Grâce au soutien de ProKilowatt, la mise en œuvre de tels projets devrait ainsi être plus rentable et donc réalisable.

A l'exception des exigences mentionnées dans ce chapitre et du calendrier pour le déroulement de cet appel spécifique (voir le tableau des délais à la fin de ce chapitre), les mêmes conditions d'encouragement que pour les demandes de projet standards s'appliquent. Les exigences qui diffèrent des conditions d'encouragement standards 2023 sont mentionnées ci-dessous:

- Contributions possibles : le montant de la contribution demandée doit s'élever au minimum à 2 millions et au maximum à 6 millions de francs.
- Budget : le budget maximal de cet appel d'offres spécifique s'élève à 20 millions de francs. Pour les projets "normaux" avec des contributions ne dépassant pas les 2 millions de francs, un montant total maximal de CHF 20 millions sera disponible comme les années précédentes.
- Calendrier : la procédure de dépose et d'évaluation des demandes de projets suit un calendrier fixe. Les dates butoirs sont résumées dans le tableau ci-dessous. Ces demandes de projets ne peuvent pas être soumises dans le cadre de l'appel à projets continu et donc pas à n'importe quelle date.
- Possibilité d'une deuxième série de questions : Si, sur la base des réponses fournies par les requérants après la première demande de clarification par e-mail, des incertitudes subsistent encore, l'OFEN et le bureau ProKilowatt se réservent le droit d'envoyer au requérant une deuxième demande par e-mail avec la liste des points à clarifier.
- Procédure de sélection concurrentielle : Toutes les demandes de projet jugées éligibles participent à une procédure de sélection concurrentielle séparée et indépendante. Comme pour la procédure continue d'appel à projets, au maximum 85% (en termes de nombre) de toutes les demandes de projets éligibles sont soutenues. Les 85% projets soutenus sont ceux qui, en comparaison avec les autres demandes, présentent un rapport coût-efficacité plus faible et donc meilleur. Contrairement à la procédure d'appel d'offres continue, la sélection n'est pas complétée par 15 "concurrents virtuels". Si, par exemple, seulement deux demandes de projet sont éligibles, seul le projet présentant le meilleur rapport coût-efficacité recevra un soutien (comme dans le cas de l'appel à projets continu, la règle du "nombre" est arrondie vers le bas).
- Procédure de sélection s'il n'y a qu'une seule demande éligible (cas spécial possible) : Si une seule demande éligible est soumise, elle participe à l'une des procédures de sélection concurrentielles hebdomadaires de l'appel à projets continu. Comme pour les projets "normaux", c'est la date de soumission de la dernière version de la demande qui fait foi. Cette demande de projet est alors en concurrence exclusivement avec les 15 concurrents virtuels, qui participent au même round de sélection et non pas avec les autres projets "normaux". Ceci garantit, que la procédure de sélection des projets "normaux" se déroule normalement indépendamment de la procédure de sélection des projets avec des coûts d'investissement élevés.

Publication des documents de l'appel à projets	07.11.2022
Date limite de dépôt des demandes de projets	14.04.2023
Si des points doivent être clarifiés dans la requête, le bureau demande par écrit des précisions aux requérants jusqu'à la date indiquée.	28.04.2023
La réponse du requérant doit parvenir au bureau au plus tard jusqu'à la date indiquée, faute de quoi le projet est exclu de l'appel à projets.	12.05.2023
Si des points supplémentaires doivent être clarifiés dans la requête, le bureau demande par écrit des précisions aux requérants jusqu'à la date indiquée.	26.05.2023
La réponse du requérant doit parvenir au bureau au plus tard jusqu'à la date indiquée, faute de quoi le projet est exclu de l'appel à projets.	12.06.2023
Décision consécutive à l'évaluation des demandes de projets	14.07.2023
Démarrage des projets au bénéfice d'une adjudication.	Au plus tard 12 mois après réception de la décision

Tableau 2 : Calendrier de l'appel d'offre séparé pour les projets avec des coûts d'investissement élevés

1.4. Budget et contribution maximale

Le budget 2023 pour les appels d'offres publics ouverts dans le domaine des projets se monte au total à 40 millions de francs.

Comme les années précédentes, 20 millions de francs sont à disposition pour les projets "normaux", dont la contribution demandée ne dépasse pas 2 millions de francs (soumission dans le cadre de l'appel à projets continu).

Dans le cadre de l'appel séparé, 20 millions de francs sont à disposition pour les projets avec des coûts d'investissement élevés. Pour ces demandes, le montant de la contribution d'encouragement demandée doit être supérieur à 2 millions de francs et ne doit pas dépasser 6 millions de francs.

Les projets dont la contribution de soutien est inférieure à 20'000 francs ne peuvent pas être pris en compte. La contribution de soutien de ProKilowatt n'est pas soumise à la TVA.

1.5. Remarques pour la soumission d'une offre

Nous vous recommandons d'étudier soigneusement la documentation de l'appel d'offres sur www.prokw.ch/fr/informations-pratiques afin que lors de la soumission d'une demande, toutes les questions aient reçu une réponse et que toutes les conditions requises soient remplies. Toutes les indications figurant dans les demandes doivent être claires, précises et vérifiables dans une phase ultérieure du processus.

Pour toute question, veuillez contacter le bureau ProKilowatt :

Tel. +41 58 332 21 42

E-mail : prokilowatt@cimark.ch

Vous pouvez déposer votre demande en allemand, en français ou en italien à l'adresse <https://webtool.prokw.ch/>. Veuillez-vous assurer que les documents sont complets et que toutes les pièces jointes sont téléchargées sur l'outil de saisie en ligne.

Les demandes de projet doivent être soumises dans l'outil de saisie en ligne. Toutes les pièces jointes doivent également être soumises en ligne et ne peuvent plus être soumises par courrier postal ou e-mail.

Pour qu'une demande soit valide, le propriétaire de l'installation concernée doit confirmer avec son nom la soumission finale de la demande de projet. Si la soumission finale est faite par un tiers, la confirmation du propriétaire de l'installation doit être téléchargée en tant qu'annexe dans l'outil en ligne.

Si vous avez des questions lors de la dépose de votre projet, nous vous invitons à présenter votre idée de projet suffisamment à l'avance, directement au Bureau pour les appels d'offres ProKilowatt, qui vous conseillera. Nous tenons à simplifier l'accès aux appels d'offres publics pour les nouveaux requérants et à faire en sorte que les principales règles et les pierres d'achoppement soient exposées de manière compréhensible. Le bureau se tient à votre entière disposition (prokilowatt@cimark.ch, tél.

058 332 21 42). Une liste FAQ des questions les plus fréquentes concernant les mesures soutenues et le processus d'appel d'offres continu est disponible sur le lien suivant : www.prokw.ch.

1.6. Dates importantes

Publication des conditions de l'appel à projets	07.11.2022
Date limite pour la soumission des dernières demandes de projet, qui souhaitent encore participer à l'appel d'offres 2023	05.11.2023

Tableau 3: Echancier pour les projets

Pendant les vacances de Noël (du 26 décembre 2022 au 8 janvier 2023) et les vacances d'été (du 24 juillet au 6 août 2023), aucune procédure de sélection concurrentielle n'aura lieu et aucune décision d'attribution ne sera prise. Les demandes qui auraient dû participer à une de ces quatre procédures de sélection concurrentielles, participeront en conséquence à l'une des deux premières procédures de sélection organisées après les vacances de Noël ou d'été (respectivement le 9 janvier ou le 16 janvier 2023 et le 7 août ou le 14 août 2023). Par exemple, une demande, qui aurait dû participer au round de sélection du 26 décembre 2022, participera à celui du 9 janvier 2023.

ProKilowatt se réserve le droit de reporter les dates et les délais spécifiés dans les conditions si cela s'avère nécessaire en raison de circonstances imprévisibles.

1.7. Communication

En règle générale, l'OFEN informe deux fois par an avec un récapitulatif des projets qui ont obtenu le marché (décisions positives). A cet égard, nous pouvons publier les informations suivantes :

- Nom du destinataire de la contribution (c.-à-d. propriétaire du projet, de l'installation)
- Brève description du projet
- Montant de la contribution
- rapport coûts-efficacité (ct./kWh)
- Orientations techniques

Après la clôture du projet, nous publions les effets obtenus par le projet. Veuillez noter qu'en soumettant votre demande, vous donnez votre accord à la publication des informations susmentionnées concernant la décision et les effets obtenus par le projet après son achèvement.

Par ailleurs, en soumettant votre demande, vous vous déclarez prêt à participer à des évaluations de projets ProKilowatt et acceptez que les résultats de ces évaluations puissent être publiés par l'OFEN. Des exemples de résultats d'évaluation possibles sont des informations anonymisées sur les facteurs de réussite et les difficultés des projets.

2. Exigences et évaluation des projets

Les projets contiennent des mesures d'économie d'électricité pour des appareils, installations, véhicules et bâtiments appartenant au propriétaire du projet. Les projets sont liés à des investissements. Il s'agit typiquement de mesures prises dans l'industrie, l'artisanat, les services ou l'agriculture. Cependant, on peut aussi qualifier de projet un ensemble de mesures envisagées par un propriétaire de projet dont seule la mise en commun permet de remplir les exigences minimales de taille posées à un projet. Les projets peuvent par la suite rassembler plusieurs mesures similaires ou différentes prises sur plusieurs sites de l'entreprise.

Des organismes privés ou publics peuvent soumettre des projets. Les propriétaires de projets (propriétaires légaux des installations touchées par les projets) peuvent être des entreprises, des personnes privées ou les pouvoirs publics.

Un soutien est accordé aux mesures d'efficacité électrique dans le domaine des technologies de procédés tout comme aux mesures d'efficacité électrique dans le domaine des technologies transversales.

SuisseEnergie met à disposition un grand nombre d'outils et d'informations utiles pour préparer et planifier des mesures d'efficacité. Cela concerne notamment :

Air comprimé	www.suisseenergie.ch/air-comprime
Froid	www.suisseenergie.ch/froid-efficace
Moteurs	www.suisseenergie.ch/entrainements-electriques
Pompes	www.suisseenergie.ch/pompes
Centres de calcul	www.suisseenergie.ch/centres-de-calcul
Appareils professionnels	www.suisseenergie.ch/entreprises/appareils-industriels

Tableau 4 : Liens vers les documents et outils de SuisseEnergie sur différents thèmes

2.1. Evaluation des projets

Les demandes valides, qui répondent aux exigences de base et aux critères d'éligibilité des conditions et qui ont droit à une contribution de soutien, sont sélectionnées selon leur "rapport coût-efficacité". Le rapport coût-efficacité est le rapport entre la contribution de soutien demandée à ProKilowatt et l'électricité économisée pendant la durée comptabilisable de la mesure d'efficacité, exprimé en cts./kWh (voir la définition au chapitre 3.5).

Pour assurer le caractère compétitif des appels à projets, au maximum 85% des demandes de projet d'un round de sélection obtiennent une contribution de soutien (voir procédure de sélection au chap. 1.2).

Les requérants sont libres de déterminer eux-mêmes le montant de la contribution, qu'ils jugent nécessaire pour réaliser leur projet. Les montants des contributions doivent cependant respecter les critères Pj-1f et Pj-2b du chapitre 2.2.

2.2. Exigences pour les projets

Pour qu'un projet soit admis à la procédure de sélection, il doit remplir les exigences Pj-1 et Pj-2 ci-après au moment de la soumission de la demande. Selon la technologie ou la mesure, les exigences particulières énumérées au ch. 4 doivent également être satisfaites.

2.2.1. Mesures éligibles et conditions-cadres (Pj-1)

Pj-1a	Le projet vise à réduire la consommation électrique d'appareils, d'installations, de véhicules et de bâtiments.
Pj-1b	La réduction de la consommation électrique est obtenue par des mesures d'efficacité permettant d'obtenir une même utilité en consommant moins d'électricité.
Pj-1c	Les mesures sont permanentes, nécessitent une intervention technique à l'installation et sont indépendantes du comportement des utilisateurs.
Pj-1d	La mise en œuvre des mesures et la réduction de la consommation électrique ont lieu en Suisse.
Pj-1e	La durée des projets peut aller jusqu'à 36 mois. Les projets doivent débuter au plus tard 9 mois après réception de la décision.
Pj-1f	La contribution de soutien se monte au minimum à CHF 20 000 et au maximum à 2 millions de francs pour les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets continu. Pour les projets soumis dans le cadre de l'appel séparé pour les projets avec des coûts d'investissement élevés, la contribution de soutien se monte au minimum à 2 millions de francs et au maximum à 6 millions de francs La contribution maximale de soutien de ProKilowatt ne peut pas excéder 30% des investissements.
Pj-1g	Les outils disponibles sur le portail Web pour les projets, les définitions, formules et exigences concernant les documents à soumettre, font partie intégrante des conditions de l'appel d'offres et doivent être utilisés correctement.
Pj-1h	Les indications fournies par les organismes porteurs concernant les projets doivent être complètes, claires, suffisamment détaillées, correctes et compréhensibles. Elles comprennent aussi une description détaillée avec la durée et les coûts, ainsi que des indications concernant la situation actuelle.
Pj-1i	Le financement du projet est assuré compte tenu de la contribution demandée. Les coûts du projet sont prévisibles, calculés et documentés. Tel est p. ex. le cas, lorsque des offres indicatives sont déposées.
Pj-1j	<i>Critère non pertinent pour les projets</i>
Pj-1k	<u>Preuve des économies d'électricité</u> : La méthode de calcul des économies d'électricité est décrite dans la demande et exposée de manière compréhensible. Elle convient également pour prouver les économies d'énergie réalisées dans le cadre d'un monitoring pendant le projet et après sa conclusion. La méthode repose sur des hypothèses conservatrices afin d'éviter de surévaluer les économies d'électricité. Les hypothèses émises pour l'estimation des paramètres de calcul doivent être expliquées. Dans le cas des mesures d'efficacité pour lesquelles Prokilowatt prescrit des effets forfaitaires ou une procédure standard de calcul, seules ces deux options peuvent être utilisées pour estimer l'économie d'électricité et apporter la preuve de l'économie (cf. ch. 4). Si une installation dispose de valeurs mesurées solides et concluantes, celles-ci peuvent être utilisées comme base pour estimer l'économie d'électricité ainsi que pour la preuve de l'économie. C'est par exemple le cas lorsque la consommation d'électricité d'une installation est mesurée tout au long de l'année (sur une année où la production a suivi un cours représentatif) séparément du reste de la consommation. En principe, le requérant utilise les valeurs dont la qualité est la meilleure pour estimer l'économie d'électricité et la prouver ensuite. En général, il s'agit de valeurs calculées grâce à un modèle ; exceptionnellement, il peut s'agir de valeurs mesurées.

Pj-1l	<u>Preuve de l'additionnalité</u> : Il faut apporter la preuve que les mesures ou les économies prévues dans le projet sont réputées additionnelles et n'auraient pas été réalisées, ou pas dans une telle mesure, en l'absence de contributions de soutien.
Pj-1m	Il existe une délimitation correcte par rapport aux autres programmes d'encouragement. Pour les infrastructures qui bénéficient de la rétribution à prix coûtant, des mesures ne peuvent pas recevoir un soutien si elles entraînent une injection plus importante dans le réseau de courant produit par l'installation (par. ex. usine d'incinération des déchets). Les entreprises qui demandent un remboursement du supplément perçu sur le réseau, qui concluent une convention d'objectifs ou qui se soumettent à un audit énergétique dans l'optique de l'article sur les gros consommateurs et/ou de l'exemption de la taxe sur le CO ₂ peuvent soumettre à ProKilowatt des projets portant sur d'éventuelles prestations supplémentaires. Le requérant doit s'assurer que les mesures planifiées ne sont pas déjà prises en compte dans une convention d'objectifs ou une analyse de la consommation énergétique, ou prévues pour le remboursement du supplément perçu sur le réseau ou de la taxe sur le CO ₂ . Ces mesures ne peuvent pas être prises en considération dans le cadre de ProKilowatt (voir ch. 5.6).
Pj-1n	Les conditions d'ordre financier, organisationnel et en termes de risques requises pour la mise en œuvre du projet sont remplies ou peuvent être prouvées. Le projet est réalisable. Les autorisations requises sont obtenues ou peuvent, selon toute vraisemblance, être obtenues avant le démarrage des mesures ou du projet. Les organisations participant à la mise en œuvre ont les compétences techniques et les capacités requises. Les risques inhérents au projet sont supportables pour le propriétaire du projet. Pour les grands projets, il faut indiquer les autres risques liés au projet. Quelles incertitudes et quels risques pèsent sur la réalisation du projet et le succès de son exploitation future? Quelles incertitudes et quels risques pèsent sur l'ampleur des économies d'électricité envisagées?
Pj-1o	Lors du remplacement d'une installation de production, il faut établir qu'en termes d'efficacité électrique, la nouvelle installation de production réalisée correspond à la meilleure technologie disponible et va au-delà de la solution standard.
Pj-1p	Le remplacement d'installations de froid et de production de froid n'est soutenu que si la nouvelle installation remplit les conditions de l'ORRChim.
Pj-1q	Le raccordement à un réseau à distance de froid ou d'anergie ainsi que l'utilisation de dissipateur thermique disponibles localement (p. ex. eaux des lacs ou souterraines) peuvent être soutenus. Les économies d'électricité réalisées sur le périmètre du propriétaire du projet avec la production locale de froid existante sont éligibles. Les coûts uniques, qui incombent au propriétaire du projet et qui sont liés au raccordement au réseau ou à l'exploitation des dissipateurs thermiques (p.ex. les coûts des nouvelles conduites, des pompes, des travaux de transformation, etc.), peuvent être comptabilisés comme coûts d'investissement. Les coûts pris en charge par le contractant ou par d'autres tiers ne sont pas éligibles.

Tableau 5 : Mesures éligibles et conditions générales à remplir pour pouvoir bénéficier d'un financement

2.2.2. Mesures exclues (Pj-2)

Pj-2a	La soumission d'un même projet par un propriétaire de projet à plusieurs reprises pendant l'année concernée n'est pas admise.
Pj-2b	Les projets encourageant des mesures dont la durée du retour sur investissement est inférieure à 4 ans ou présentant un rapport coûts-efficacité supérieur à 8 ct./kWh ne sont pas admis.
Pj-2c	<i>Critère actuellement non pertinent pour les projets.</i>
Pj-2d	Les mesures en relation directe avec la construction nouvelle d'installations, de véhicules et de bâtiments ne sont pas admises.

Pj-2e	<i>Critère actuellement non pertinent pour les projets.</i>
Pj-2f	Les mesures visant l'introduction de systèmes de gestion de l'énergie ou de processus, tout comme les études et le développement de modèles ne sont pas admises.
Pj-2g	Les mesures entraînant une substitution de l'énergie électrique par une forme d'énergie non renouvelable ne sont pas admises. La construction ou l'extension de réseaux à distance de chauffage, de refroidissement ou d'energie n'est pas admis.
Pj-2h	Les mesures visant une augmentation de l'efficience dans le domaine de la mesure (p. ex. smart meter) ne sont pas admises.
Pj-2i	Les mesures visant un abaissement de la tension ou une stabilisation de la tension ne sont pas admises.
Pj-2j	<i>Critère actuellement non pertinent pour les projets.</i>
Pj-2k	<i>Critère actuellement non pertinent pour les projets.</i>
Pj-2l	Les ventilateurs dont la puissance est inférieure à 125 W et les ventilateurs tangentiels ne peuvent pas faire l'objet d'une aide de la part de ProKilowatt.
Pj-2m	<i>Critère actuellement non pertinent pour les projets.</i>
Pj-2n	Les mesures visant uniquement une réduction de l'utilité ne sont pas admises. Cela comprend notamment: économies d'électricité obtenues par renonciation partielle ou totale à la satisfaction de besoins; réduction du volume de production dans l'industrie ou l'artisanat, qui entraîne une diminution de l'électricité nécessaire aux processus mécaniques ou thermiques; les mesures architecturales qui réduisent le besoin d'éclairage artificiel (p. ex. nouveaux puits de lumière).
Pj-2o	Les mesures énergétiques concernant les bâtiments qui induisent une réduction du besoin en chaleur et/ou en froid du bâtiment au moyen de mesures de construction (notamment remplacement des fenêtres) ou d'équipements supplémentaires (notamment régulation intelligente du chauffage) ne sont pas admises.
Pj-2p	Les mesures qui relèvent du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa) en vigueur, y compris le remplacement ou la transformation/l'extension des chauffages électriques et l'utilisation des ventilations mécaniques contrôlées avec récupérateur sur air vicié, ne sont pas non plus soutenues.
Pj-2q	Les mesures concernant les installations de production de chaleur pour le chauffage des locaux (p. ex. pompes à chaleur) ne sont pas admises.
Pj-2r	Les projets visant à remplacer les appareils électroménagers et le raccordement à l'eau chaude d'appareils électroménagers ne sont pas admis. Le remplacement des chauffe-eau électriques (boilers) par des chauffe-eau à pompe à chaleur ou le raccordement aux pompes à chaleur pour le chauffage des locaux n'est pas admis.
Pj-2s	Les dossiers émanant d'unités de l'administration fédérale (1 ^{er} et 2 ^e cercle) ne sont pas admis.
Pj-2t	Les mesures déjà mises en œuvre ne sont pas admises. En d'autres termes, les mesures ne peuvent pas être lancées avant que la décision d'adjudication ne soit communiquée. La mise en œuvre comprend déjà la décision inconditionnelle d'exécution de la mesure demandée, l'attribution du marché, etc.
Pj-2u	Les mesures soumises à une obligation légale de mise en œuvre ne sont pas admises. Seules les mesures allant au-delà des prescriptions légales bénéficient d'un soutien. Cela concerne tout particulièrement les installations de réfrigération (cf. ch. 4.7) qui fonctionnent avec un fluide frigorigène dont la recharge est aujourd'hui interdite par l'annexe 2.10 de l'ORRChim (c.f. RS 814.81, chap. 3.3).

Tableau 6 : Mesures non éligibles ou conditions générales empêchant l'éligibilité

3. Calcul de la durée de retour sur investissement et de l'efficacité des coûts

3.1. Coûts d'investissements

Les coûts du projet comprennent en principe tous les coûts pour la mise en œuvre de la mesure et la preuve de l'économie d'énergie après réception de la décision, y compris les coûts de gestion du projet. Dans la mesure du possible, les coûts externes planifiés doivent être rendu plausibles en transmettant des offres.

Les coûts totaux, y compris les coûts accessoires, sont imputables comme investissements. Il s'agit notamment des coûts de planification et d'établissement du projet, des frais de personnel pour l'installation électrique, des frais de matériel pour l'installation électrique et des frais de suivi. Les frais de personnel internes doivent être comptabilisés à un taux interne et justifiés.

3.1.1. Coûts d'investissement non comptabilisables

3.1.1.1. Augmentation de la capacité

L'augmentation de la capacité de production ne peut pas être soutenu. Les coûts d'investissement supplémentaires liés à une augmentation de la capacité ou de la puissance doivent être déduits des coûts d'investissement de la mesure d'efficacité. Les économies d'électricité imputables doivent également être déterminées sur la base de la capacité/puissance de l'ancienne installation.

3.1.1.2. Aides financières de tiers

Les mesures soutenues par ProKilowatt ne peuvent pas bénéficier d'aides financières supplémentaires de tiers (p. ex. cantons, communes, centrales électriques, fondations, etc.). Comme exception à cette règle, les aides financières de tiers aux mesures, qui ne sont pas obligatoirement liées à une économie d'énergie et/ou de CO₂, sont acceptées. Le financement par un tiers (p.ex. Swisslos, Loterie Romande, Sport-Toto, etc.) dans le cadre de la promotion du sport, de la rénovation de l'éclairage d'un terrain de sport, est un exemple d'aide financière de tiers autorisée par ProKilowatt. Comme autre exemple, les aides financières de tiers (p.ex. cantons) de projets d'infrastructure ou de mesures liées à la promotion du tourisme, qui ne sont pas obligatoirement liées à l'économie d'énergie et/ou de CO₂, sont également acceptées. Une mesure soutenue par ProKilowatt ne peut pas non plus être inscrite comme projet de compensation de CO₂.

Les aides financières de tiers ne sont pas comptabilisables en tant que coûts d'investissement auprès de ProKilowatt et doivent être déduites des coûts d'investissement totaux.

3.2. Durée d'utilisation standard

On applique, en principe, une durée d'utilisation standard de **15 ans** pour tous les appareils, les installations, les véhicules et les bâtiments.

On fixe une durée d'utilisation standard de **25 ans** pour certains appareils et installations. Il s'agit de:

- simple remplacement des moteurs électriques d'une puissance nominale égale ou supérieure à 20 kW,
- remplacement d'anciens entraînements de traction (y c. convertisseurs) dont la puissance nominale est égale ou supérieure à 20 kW par des systèmes d'entraînement électriques avec régulation de la vitesse (y c. variateur de fréquence),
- transformateurs,
- câbles électriques,
- installations de redressement de courant dans des applications industrielles d'une puissance égale ou supérieure à 50 kW,
- installations ORC dans l'industrie destinées à la production d'électricité de rejets de chaleur non utilisables d'une autre manière pour la consommation propre,
- machine d'expansion du gaz naturel dans l'industrie pour la production d'électricité à partir des différences des pressions dans les stations de réduction de pression du gaz naturel pour la consommation propre,

- installations d'éclairage de terrains de sport, de stades et de places de travail en extérieur.

Veillez noter que la durée d'utilisation standard prolongée à 25 ans ne peut être utilisée que pour un simple remplacement de moteur, et pas pour le remplacement du moteur en tant que partie intégrante d'une installation (p. ex. ventilateurs, compresseurs frigorifiques, etc.). Pour ce dernier, c'est la durée d'utilisation standard de 15 ans qui s'applique.

Par ailleurs, deux catégories sont à appliquer pour les durées d'utilisation standard spéciales ci-dessous:

- réfrigérateurs à boisson et congélateurs à glaces : **8 ans**
- matériel informatique et serveurs: **5 ans**

3.3. Économie d'électricité cumulée imputable

L'économie d'électricité annuelle résultant du remplacement d'une installation ou de l'ajout d'un élément supplémentaire s'obtient en calculant la différence entre la consommation d'électricité avant la mise en œuvre de la mesure et après la mise en œuvre de la mesure.

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = (E_{anc. installation} - E_{nouv. installation}) \left[\frac{kWh}{a} \right]$$

ΔE_a	économie d'électricité annuelle grâce aux mesures, en kWh/a
$E_{anc. installation}$	consommation annuelle d'électricité de l'installation existante avant la mise en œuvre de la mesure, en kWh/a
$E_{nouv. installation}$	consommation annuelle d'électricité de l'installation après la mise en œuvre de la mesure, en kWh/a

L'économie d'énergie ainsi calculée entre la nouvelle et l'ancienne installation fait l'objet d'un abattement forfaitaire de 25% (**coefficient de réduction 0,75**), afin de tenir compte du taux naturel de renouvellement des appareils et des installations qui entraîne une réduction de la consommation d'énergie sans coût supplémentaire.

La réduction est appliquée dans tous les cas, que l'économie d'électricité ait été évaluée par calcul ou par mesure.

L'économie d'électricité cumulée imputable résulte de la multiplication de l'économie annuelle d'électricité par la durée d'utilisation standard N_S définie par ProKilowatt et le coefficient de réduction de 0,75.

Economie d'électricité cumulée imputable

$$\Delta E_N [kWh] = 0,75 * N_S [a] * \Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = 0,75 * N_S [a] * (E_{anc. installation} - E_{nouv. installation}) \left[\frac{kWh}{a} \right]$$

En cas d'investissement supplémentaire, la consommation de la nouvelle installation correspond à la consommation de l'installation avec le complément:

$$E_{nouv. installation} \left[\frac{kWh}{a} \right] = E_{install. avec inv. suppl.} \left[\frac{kWh}{a} \right]$$

ΔE_a	économie d'électricité annuelle grâce aux mesures, en kWh/a
ΔE_N	économie d'électricité cumulée imputable: économie d'électricité cumulée corrigée par le coefficient de réduction, sur la durée d'utilisation standard, en kWh
$E_{anc. installation}$	consommation annuelle d'électricité de l'installation existante avant la rénovation, en kWh/a
$E_{nouv. installation}$	consommation annuelle d'électricité de l'installation après la mise en œuvre des mesures soutenues par ProKilowatt, en kWh/a

$E_{install. avec inv. suppl.}$	consommation annuelle d'électricité de l'installation après amélioration de l'installation avec l'aide des composants supplémentaires soutenus par ProKilowatt, en kWh/a
N_s	durée d'utilisation standard en années, conformément aux exigences de ProKilowatt (cf. ch. 3.2)

3.4. Durée d'amortissement / durée de retour sur investissement

La durée d'amortissement (retour sur investissement) s'obtient grâce à un calcul statique simplifié. La durée d'amortissement correspond au quotient de l'investissement par la valeur de l'économie d'électricité annuelle.

Le prix standard de l'électricité ou le prix individuel de l'électricité peut être utilisé pour calculer les économies d'électricité. Dans plus de 95% des cas, le prix standard de l'électricité est suffisant. Ce n'est que pour les entreprises dont les prix de l'électricité sont très bas qu'il peut être nécessaire de recourir au prix individuel de l'électricité, afin de prouver la durée d'amortissement minimale admissible de 4 ans pour une aide.

Les centrales hydroélectriques utilisent un prix de l'électricité calculé individuellement et de manière compréhensible pour promouvoir des mesures dans le domaine de la production et de la distribution d'électricité.

Pour les mesures dans les centrales hydroélectriques, un prix de l'électricité individuel est appliqué, qui doit être détaillé de manière compréhensible.

Prix de l'électricité standard (recommandé) :

- **0,15 CHF/kWh** pour les clients autorisés à déduire l'impôt préalable (p. ex. industrie, artisanat, services, divers)
- **0,20 CHF/kWh** pour les personnes non autorisées à déduire l'impôt préalable (p. ex. clients privés)

Prix individuel de l'électricité: Il n'est possible d'utiliser le prix individuel de l'électricité pour calculer la durée d'amortissement que si celui-ci est documenté avec les factures d'électricité lors de la demande. Le prix individuel de l'électricité correspond aux coûts totaux de l'électricité par an (y compris la taxe sur la valeur ajoutée, le tarif de base, les redevances sur la puissance et les redevances sur l'électricité réactive) divisés par la consommation annuelle d'électricité.

Durée d'amortissement [a]

$$= \frac{\text{investissements [CHF]}}{\text{économie d'électricité annuelle } \Delta E_a \left[\frac{\text{kWh}}{\text{a}} \right] * \text{prix de l'électricité} \left[\frac{\text{CHF}}{\text{kWh}} \right]}$$

Toutes les mesures présentant une durée d'amortissement de moins de **4 ans** ne sont pas encouragées par l'OFEN. La durée d'amortissement n'a aucune incidence sur le montant de la contribution.

3.5. Efficacité des coûts de projets

L'efficacité des coûts de projets s'exprime par le quotient obtenu en divisant les contributions de soutien demandées auprès de ProKilowatt par les économies d'électricité cumulées imputables:

$$\text{Efficacité des coûts} \left[\frac{\text{CHF}}{\text{kWh}} \right] = \frac{\text{contribution de soutien demandée à ProKilowatt [CHF]}}{\text{économie d'électricité cumulée imputable } \Delta E_N [\text{kWh}]}$$

3.6. Réserves concernant le soutien

Les contributions de soutien accordées aux propriétaires de projet constituent des montants maximaux. Si l'économie d'électricité attendue grâce à la mesure n'est pas atteinte par votre projet, la contribution de soutien est réduite au prorata. La contribution de soutien absolue est également réduite si la mise en œuvre du projet coûte moins cher que prévu (voir également ch. 5.3). Si le projet dépasse l'objectif d'économies, il n'y a pas d'augmentation de la contribution de soutien.

4. Exigences particulières

4.1. Remplacement des chauffe-eau électriques (boilers) par des chauffe-eau à pompe à chaleur ou le raccordement aux pompes à chaleur pour le chauffage des locaux

Cette mesure ne peut plus bénéficier d'un soutien dans le cadre de la procédure d'appels d'offre actuelle.

4.2. Circulateurs électriques sans presse-étoupe

Pour le soutien des circulateurs électriques sans presse-étoupe, les nouvelles pompes doivent atteindre au moins un EEI (= indice d'efficacité énergétique) selon le tableau suivant :

Type de pompes	EEI maximum autorisé
Débit de pompe < 1.8 m ³ /h	0.18
Débit de pompe >= 1.8 m ³ /h	0.17

Tableau 7: Valeurs maximales autorisées pour l'EEI lors du remplacement des circulateurs à rotor noyé

Pour le remplacement de la pompe dans les circuits de chauffage, il faut dans le cadre du monitoring prouver que le facteur de dimensionnement de la nouvelle pompe (règle du pour mille) soit respecté selon le chapitre 4.2.3. Cette preuve doit être apportée quel que soit la méthode choisie (économie forfaitaire ou individuelle) et permet d'assurer que la nouvelle pompe est correctement dimensionnée.

Pour les pompes à eau (pompes à moteur ventilé) voir ch. 4.4.

4.2.1. Preuve forfaitaire de l'économie

Pour le dépôt de la demande et le monitoring des projets de remplacement anticipé des circulateurs électriques sans presse-étoupe d'une puissance absorbée P_1 max. de 500 watts, l'économie forfaitaire annuelle suivante peut être appliquée (en se basant sur la puissance absorbée P_1 de l'ancienne pompe):

Economie d'électricité annuelle

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = 0,667 * P_1 [kW] * 5400 \left[\frac{h}{a} \right]$$

4.2.2. Preuve individuelle de l'économie

En suivant la procédure décrite ci-dessous, le propriétaire de projet a la possibilité de déterminer éventuellement une économie plus élevée par pompe. La décision de calculer l'économie de manière forfaitaire ou individuelle peut seulement être prise de manière uniforme pour un projet.

4.2.2.1. Indications à relever

Les données suivantes doivent être relevées et enregistrées en vue d'apporter la preuve détaillée de l'efficacité:

Situation actuelle

- Pompe existante: fabricant, désignation exacte du type
- Puissance absorbée selon la plaque signalétique (le cas échéant pour la vitesse inférieure)
- Vitesse choisie (attention: à relever exactement comme indiqué), év. sur le commutateur de vitesse
- Une commande (entrée) vers la pompe est-elle disponible? (pour planifier un «arrêt de nuit»)
- Commande de chauffage: type, pompe branchée? Par un relais au niveau de la commande ou séparément par un disjoncteur?
- Emissions de chaleur des groupes de chauffage: radiateurs, chauffage sol, chauffage de l'air

Après le remplacement de la pompe

- Nouvelle pompe: désignation exacte du type
- Le câble de commande pour un «arrêt de nuit» de la pompe est-il raccordé?
- Confirmation du contrôle du dimensionnement. Détails du redimensionnement (cf. chap.4.2.3)
- Stratégie de réglage choisie: pression proportionnelle, pression constante, adaptation automatique?

4.2.2.2. Détermination de la puissance absorbée P_1 de l'ancienne pompe

La puissance absorbée P_1 de l'ancienne pompe doit être déterminée grâce au document de l'appel «Puissance absorbée des anciennes pompes de circulation».

Pour les pompes qui ne figurent pas dans le document, la puissance absorbée P_1 est à déterminer selon la méthode définie ci-dessous:

Le moyen le plus sûr est de relever la puissance P_1 figurant sur la plaque signalétique (voir ci-dessous à droite). Si le niveau de vitesse choisi n'est pas le niveau maximum, mais un niveau inférieur, la puissance absorbée P_1 (toujours selon la plaque signalétique) doit être utilisée comme valeur initiale. Le calcul à partir de fiches techniques (ci-dessous à gauche) est plus problématique. Celles-ci sont en effet rarement disponibles ou ne peuvent pas être attribuées de manière incontestable à la pompe en question. On ne devrait s'en servir que si la plaque signalétique n'est pas lisible.

Graphique p/V et puissance:

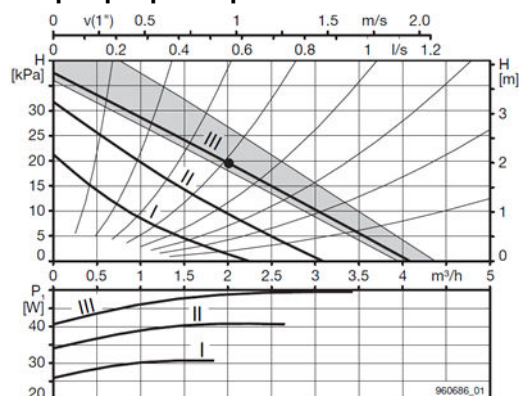


Figure 1: Graphique p/V puissance, source: Biral MX 12

Plaque signalétique de la pompe



Figure 2: Plaque signalétique de la pompe, source: Biral Redline M10-1

Si une plage de puissance (par ex. de 35 à 43 W) est indiquée au lieu d'une valeur unique, on peut utiliser la valeur la plus élevée.

4.2.2.3. Détermination de la puissance absorbée P_1 de la nouvelle pompe

La puissance absorbée imputable P_1 de la nouvelle pompe doit être déterminée grâce au document de l'appel «Puissance absorbée des nouvelles pompes».

Pour les pompes qui ne figurent pas dans le document, la puissance absorbée est déterminée à partir de la fiche technique de la pompe selon la définition du «point de fonctionnement nouvelle pompe» selon le chap. 4.2.2.4.

4.2.2.4. Définition du «point de fonctionnement nouvelle pompe»

Le point de fonctionnement pour la détermination de la puissance absorbée doit être défini de manière claire et reproductible. Des fiches techniques (diagrammes) sont disponibles pour toutes les nouvelles pompes pour lesquelles le régime à «pression proportionnelle» est déterminant. Dans ce diagramme, le point de fonctionnement pour déterminer la puissance absorbée imputable P_1 est défini comme suit:

Débit volumique $Q_{50\%}$: 50% de la valeur maximale dans la plage de réglage indiquée dans le diagramme de la pompe (pression proportionnelle).

Puissance absorbée P_1 au point débit volumique $Q_{50\%}$:

Puissance absorbée max. plus puissance absorbée min. (courbes caractéristiques proportionnelles) multiplié par un facteur $f_H = 0,4$ pour les pompes avec une plage de réglage de 2 à 10 mètres de hauteur manométrique. La courbe caractéristique de réglage «min nuit» n'appartient pas à la plage de réglage.

Remarque : les pompes plus grandes disposant d'une hauteur manométrique supérieure à 10 mètres ne sont pas adaptées aux circuits de chauffage. Leur consommation d'électricité doit être calculée selon une méthode plus précise (cf. 4.4.1.3 et www.prokw.ch/fr/informations-pratiques).

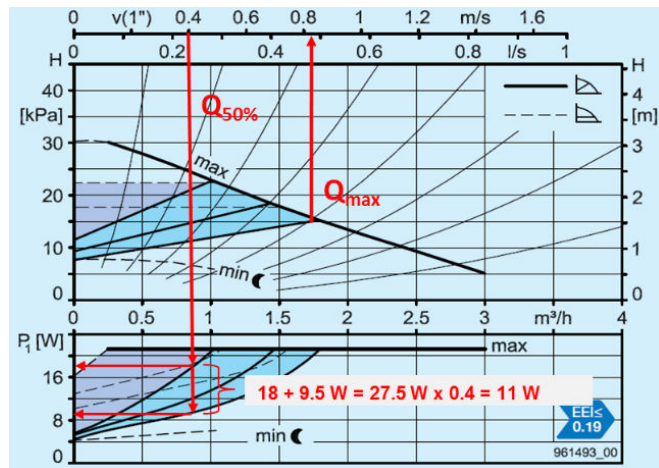


Figure 3: Diagramme destiné à déterminer la puissance absorbée imputable à une pompe dont la hauteur manométrique maximale est < 5m. Source: Biral AX-10

Interprétation de fiches techniques:

Il ne ressort pas clairement de certaines fiches techniques (courbes caractéristiques) quelle est la plage de réglage déterminante pour établir le flux volumique déterminant maximum et la hauteur manométrique maximale.

La courbe caractéristique est limitée par la courbe de la pompe «max» de la plage de réglage active pour «régulation proportionnelle»: seules les courbes caractéristiques de réglage proportionnel indiquées également dans le diagramme de la puissance absorbée P_1 (proportionnel) doivent être considérées.

Attention: dans certains cas, les courbes caractéristiques correspondantes Q/H et P_1 sont déterminées par comptage quand elles ne sont pas identifiées. S'agissant du diagramme P_1 , il convient de tenir compte du fait que les courbes caractéristiques sont saisies pour une régulation proportionnelle et pas pour une régulation à pression constante.

4.2.2.5. Durée de fonctionnement

Pour le calcul de l'économie d'électricité annuelle, le nombre d'heures de fonctionnement est fixé à 5400 h/a forfaitaires pour toutes les pompes de circulation.

4.2.2.6. Economie d'électricité annuelle

L'économie d'électricité annuelle en cas de preuve individuelle de l'économie s'obtient en appliquant la formule suivante:

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = (P_{1,anc.} - P_{1,nouv.}) [kW] * \text{nombre d'heures de fonctionnement} \left[\frac{h}{a} \right]$$

4.2.3. Dimensionnement des pompes dans les circuits de distribution de chaleur (règle du pour mille)

Attention : en se basant uniquement sur la puissance de l'ancienne pompe, il n'est pas possible de détecter directement un surdimensionnement lors du remplacement des pompes dans les systèmes de distribution de chaleur (hauteur manométrique trop importante et donc en pratique des débits volumétrique trop importants). Il est important de déterminer la puissance thermique maximale requise (par exemple à partir de la consommation d'énergie de chauffage) et d'estimer les caractéristiques hydrauliques du système (hauteur de manométrique requise), si l'on utilise des radiateurs ou un plancher chauffant et/ou des échangeurs de chaleur. On peut ainsi estimer la puissance hydraulique nécessaire de la nouvelle pompe. Les documents destinés à la planification «Aide au dimensionnement pompes de circulation» permettent également d'effectuer un contrôle. A télécharger sur le site www.suisseenergie.ch/page/fr-ch/dimensionnement-et-aides-a-la-planification

Pour garantir un dimensionnement correct lors du remplacement de pompes dans un système de distribution de chaleur avec un besoin thermique de moins de 50kW pour la nouvelle pompe, le facteur de dimensionnement de la nouvelle pompe selon la « règle du pour mille » décrite ci-dessous doit être respecté. Cela permet de s'assurer que la nouvelle pompe est correctement dimensionnée. La preuve doit être fournie dans le cadre du processus de contrôle (monitoring), quelle que soit la méthode de calcul choisie pour prouver les économies.

Le facteur de dimensionnement est le rapport en ‰, entre la puissance électrique nominale (P1) de la nouvelle pompe de circulation (kW) divisée par la puissance thermique requise par le bâtiment ou groupe de bâtiments (kW). Pour la puissance thermique requise, des estimations correctement expliquées sont nécessaires (p. ex. la puissance de la pompe à chaleur du bâtiment concerné, la puissance de l'échangeur de chaleur de la partie du bâtiment concernée).

Les valeurs maximales autorisées pour le facteur de dimensionnement dépendent du système de distribution de chaleur et sont indiquées dans la deuxième colonne du tableau ci-dessous. Si la valeur maximale autorisée pour le facteur de dimensionnement est dépassée, la puissance de la nouvelle pompe doit être soit justifiée de manière plausible, soit prouvée par des mesures (par exemple en montrant des mesures sur l'ancienne pompe pour prouver que la nouvelle pompe doit effectivement avoir une telle puissance).

	Facteur de dimensionnement maximum autorisé ‰	Plage de valeurs Facteur de dimensionnement [‰] avec justification plausible si nécessaire	Plage de valeurs Facteur de réduction [‰] avec les preuves métrologiques requises
Chauffage par radiateur	0.8	>0.8 – 1	>1
Chauffage au sol	1.6	>1.6 – 2	>2
Chauffage au plafond	1.6	>1.6 – 2	>2
Chauffage par ventilation	0.8	>0.8 – 1	>1

Tableau 8: Aperçu des facteurs de dimensionnement maximums autorisés et des plages de valeurs pour lesquelles une justification plausible (colonne du milieu) ou une vérification métrologique (colonne de droite) est requise.

4.3. Moteurs électriques

Seuls les moteurs dont la classe d'efficacité est supérieure à celle définie par le règlement européen n° 2019/1781 sur l'éco-conception (en vigueur au 1.7.2021), sont éligibles. Peuvent être soutenus:

- des moteurs de 0,12 kW à 0,75 kW de la classe d'efficacité IE3 ou supérieure
- des moteurs de 0,75 kW à 1000 kW de la classe d'efficacité IE4 ou supérieure

La norme IEC 60034-30-1 «Efficiency classes of line operated AC motors» est essentielle pour déterminer la classe d'efficacité de moteurs de la gamme de puissance de 0,12 à 1000 kW. Le Tableau 9 présente à titre d'exemple les exigences des rendements des moteurs électriques 4 pôles. Ce tableau peut être utilisé pour déterminer l'économie d'énergie d'un moteur lors d'un changement de classe d'efficacité

Les convertisseurs de fréquence (CF) sans récupération de la classe de puissance 0.12 kW – 1'000 kW peuvent être soutenus uniquement s'ils présentent au moins 25 % de pertes en moins par rapport aux pertes de puissance maximales de la classe IE2 conformément au règlement européen n° 2019/1781 sur l'éco-conception. La détermination de la classe IE des convertisseurs de fréquence est décrit dans la norme IEC 61800-9-2.

Le Tableau 10 sert d'aide pour définir les pertes maximales qu'un convertisseur de fréquence peut avoir pour être soutenu par ProKilowatt.

Les convertisseurs de fréquence avec récupération ne sont pas pris en compte dans la méthode de classification IE, mais peuvent bénéficier du soutien de ProKilowatt, car la récupération représente un potentiel d'économies important.

P_N [kW]	IE1	IE2	IE3	IE4
0.12	50.0	59.1	64.8	69.8
0.18	57.0	64.7	69.9	74.7
0.2	58.5	65.9	71.1	75.8
0.25	61.5	68.5	73.5	77.9
0.37	66.0	72.7	77.3	81.1
0.4	66.8	73.5	78	81.7
0.55	70.0	77.1	80.8	83.9
0.75	72.1	79.6	82.5	85.7
1.1	75.0	81.4	84.1	87.2
1.5	77.2	82.8	85.3	88.2
2.2	79.7	84.3	86.7	89.5
3	81.5	85.5	87.7	90.4
4	83.1	86.6	88.6	91.1
5.5	84.7	87.7	89.6	91.9
7.5	86.0	88.7	90.4	92.6
11	87.6	89.8	91.4	93.3
15	88.7	90.6	92.1	93.9
18.5	89.3	91.2	92.6	94.2
22	89.9	91.6	93	94.5
30	90.7	92.3	93.6	94.9
37	91.2	92.7	93.9	95.2
45	91.7	93.1	94.2	95.4
55	92.1	93.5	94.6	95.7
75	92.7	94	95	96
90	93.0	94.2	95.2	96.1
110	93.3	94.5	95.4	96.3
132	93.5	94.7	95.6	96.4
160	93.8	94.9	95.8	96.6
ab 200	94.0	95.1	96	96.7

Tableau 9: Exigences concernant le rendement des moteurs électriques 4 pôles pour les classes d'efficacité IE1, IE2, IE3 et IE4.

Puissance nominale du moteur [kW] (indicatif)	IE2 Variateur de fréquence Valeurs de référence des pertes de puissance [kW] selon l'ordonnance (UE) 2019/1781*.	Exigence minimale pour être soutenu par ProKilowatt Pertes de puissance [kW] (valeurs arrondies)	Réduction des pertes en % par rapport au variateur de fréquence IE2
0.12	0.100	0.0750	25%
0.18	0.104	0.0780	
0.25	0.109	0.0818	
0.37	0.117	0.0878	
0.55	0.129	0.0968	
0.75	0.142	0.107	
1.1	0.163	0.122	
1.5	0.188	0.141	
2.2	0.237	0.178	
3	0.299	0.224	
4	0.374	0.281	
5.5	0.477	0.358	
7.5	0.581	0.436	
11	0.781	0.586	
15	1.01	0.758	
18.5	1.21	0.908	
22	1.41	1.06	
30	1.86	1.40	
37	2.25	1.69	
45	2.70	2.03	
55	3.24	2.43	
75	4.35	3.26	
90	5.17	3.88	
110	5.55	4.16	
132	6.65	4.99	
160	8.02	6.02	
200	10.0	7.50	
250	12.4	9.30	
315	15.6	11.7	
355	17.5	13.1	
400	19.8	14.9	
500	24.7	18.5	
560	27.6	20.7	
630	31.1	23.3	
710	35.0	26.3	
800	39.4	29.6	
900	44.3	33.2	
1000	49.3	37.0	

* à 90 % de la fréquence statorique nominale du moteur et à 100 % du courant nominal générant le couple.

Tableau 10: Variateurs de fréquence : valeurs de référence pour la définition de la classe IE2 et exigence minimale pour bénéficier du soutien de ProKilowatt

4.4. Pompes à eau (pompes à moteur ventilé, Inline, pompes monoblocs)

Les nouvelles pompes à moteur ventilé doivent satisfaire à un MEI $\geq 0,7$. Si l'ancien moteur électrique est remplacé par un nouveau moteur (cas habituel), le nouveau moteur doit satisfaire aux exigences énumérées au chapitre 4.3. Si l'ancien moteur électrique est remplacé par un nouveau moteur électrique avec convertisseur de fréquence (seulement indiqué en cas de charge variable), le nouveau moteur et le convertisseur de fréquence doivent au moins satisfaire aux exigences énumérées au chapitre 4.3.

Pour les circulateurs électriques sans presse-étoupe, voir ch. 4.2.

4.4.1. Preuve de l'économie

L'économie d'électricité annuelle est obtenue en calculant la différence de consommation d'électricité annuelle de l'installation avant et après la mise en œuvre de la mesure:

Economie d'électricité annuelle sans convertisseur de fréquence

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = (P_{1,anc} - P_{1,nouv.}) [kW] * \text{nombre d'heures de fonctionnement} \left[\frac{h}{a} \right]$$

Economie d'électricité annuelle avec convertisseur de fréquence:

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = (P_{1,anc} - P_{1,moyen,nouv.}) [kW] * \text{nombre d'heures de fonctionnement} \left[\frac{h}{a} \right]$$

Les données relatives aux besoins en énergie et à la durée de fonctionnement annuelle du moteur électrique de l'installation avant et après la mise en œuvre des mesures doivent être motivées de manière plausible et compréhensible.

4.4.1.1. Procédure de détermination de la consommation d'électricité de l'installation avant la mise en œuvre des mesures

S'il existe des mesures fiables de la puissance électrique absorbée du moteur électrique de la pompe, il convient de les utiliser pour déterminer la consommation d'électricité. Dans le cas contraire et s'il n'existe pas non plus de données relatives aux besoins (Δp et flux volumique), on calcule la puissance électrique absorbée du moteur électrique de la pompe sur la base de la puissance sur l'arbre (P_{arbre}) de la pompe indiquée sur la plaque signalétique ou dans la documentation de la pompe (fiche technique ou diagramme). La puissance électrique absorbée du moteur électrique se calcule de la manière suivante:

$$P_{1,anc} = P_{arbre} / \eta_{él,anc}$$

Pour le rendement $\eta_{él,anc}$, on applique le rendement correspondant de la classe IE1 pour les moteurs électriques 4 pôles selon le Tableau 6. Pour les moteurs électriques à pôles commutables, il convient de choisir le rendement correspondant.

S'agissant de la puissance nécessaire, si l'on ne dispose ni de mesures ni de données de dimensionnement pour la pompe, il est possible au besoin d'utiliser les données de la plaque signalétique de la pompe.

4.4.1.2. Procédure de détermination de la consommation d'électricité de l'installation après la mise en œuvre des mesures

En l'absence de données relatives aux besoins (Δp et flux volumique), on calcule la puissance électrique absorbée ($P_{1,nouv}$) du nouveau moteur électrique après la mise en œuvre des mesures sur la base de la puissance sur l'arbre (P_{arbre}) de l'ancienne pompe toujours utilisée selon la plaque signalétique et du rendement correspondant du nouveau moteur électrique. Si la pompe a également été remplacée, la puissance sur l'arbre (P_{arbre}) peut être reprise directement dans la documentation / le diagramme de la pompe. La puissance électrique absorbée du moteur électrique est calculée de la manière suivante:

$$P_{1,nouv} = P_{arbre} / \eta_{él,nouv}$$

Pour le rendement $\eta_{él,nouv}$, on applique le rendement correspondant du nouveau moteur électrique.

4.4.1.3. Indications générales concernant le calcul de l'économie d'électricité

L'utilisation des données de la plaque signalétique du moteur électrique (puissance nominale, P_2) comme base pour déterminer la consommation d'électricité de l'installation avant et après la mise en œuvre des mesures n'est pas autorisée. Ce type de procédé conduit à une surestimation de la consommation d'électricité.

Un outil de calcul développé par l'OFEN pour déterminer l'économie d'électricité en cas de remplacement du moteur d'une pompe ou d'un ventilateur peut être téléchargé sur www.prokw.ch/fr/informations-pratiques. Cet outil permet de calculer les données relatives à la consommation annuelle d'électricité d'une installation avant et après la mise en œuvre des mesures ainsi que les économies annuelles d'électricité. Son utilisation est facultative bien que recommandée. Cet instrument couvre les régimes d'exploitation usuels. Les tableaux d'aide englobent les rendements type des moteurs électriques, pompes, ventilateurs et systèmes de transmission, anciens et nouveaux.

4.4.1.4. Indications concernant l'utilisation de convertisseurs de fréquence (CF)

Les convertisseurs de fréquence pour les moteurs électriques de pompes ne sont pertinents et ne peuvent bénéficier d'une aide que s'ils présentent un flux volumique variable et réglé sur une grandeur de référence (p. ex. avec Δp constante ou proportionnelle). Pour les circuits hydrauliques fermés, cet effet doit être pris en compte suivant le principe de proportionnalité. La puissance sur l'arbre moyenne pondérée avec la courbe de charge et la durée d'exploitation de la pompe sont déterminantes pour calculer la consommation d'électricité. En revanche, les convertisseurs de fréquence prévus pour le réglage unique ou le démarrage de la pompe ne peuvent pas bénéficier d'une aide, parce qu'ils engendrent, dans ces cas-là, une augmentation de la consommation d'électricité.

4.5. Ventilateurs

Conformément à l'appendice 2.6 de l'OEEE, les ventilateurs alimentés par le secteur et entraînés par des moteurs d'une puissance électrique absorbée comprise entre 125 W et 500 kW peuvent être mis en circulation s'ils satisfont aux exigences du règlement (UE) n° 327/2011. Les ventilateurs (moteurs électriques et commande inclus) de cette gamme de puissance doivent atteindre au moins le niveau de rendement N minimum prescrit dans le règlement. La seconde phase d'exigences de rendement énergétique applicables aux ventilateurs est valable (ErP2015) depuis le 1^{er} janvier 2015.

Les ventilateurs axiaux, les ventilateurs centrifuges à aubes radiales et les ventilateurs hélico-centrifuges peuvent bénéficier d'une aide de ProKilowatt s'ils entrent dans le champ d'application du règlement n° 327/2011 du 30 mars 2011 et atteignent au moins les niveaux de rendement N suivants allant au-delà des exigences fixées dans le règlement.

Types de ventilateur	Catégorie de mesure	Catégorie de rendement (statique ou total)	Niveau de rendement ErP2015 selon le règlement 327/2011	Niveau de rendement ProKilowatt
Ventilateur axial	A,C	statique	$N \geq 40$	$N \geq 50$
Ventilateur axial	B,D	total	$N \geq 58$	$N \geq 64$
Ventilateur centrifuge et hélico-centrifuge	A,C	statique	$N \geq 61^*$	$N \geq 62$
Ventilateur centrifuge et hélico-centrifuge	B,D	total	$N \geq 64^*$	$N \geq 65$
* Valeurs pour ventilateur centrifuge à aubes inclinées vers l'arrière avec logement, valeurs différentes avec d'autres configurations				

Tableau 11: Exigences d'efficacité pour les ventilateurs

Le facteur de compensation de la charge partielle C_c peut être appliqué dans le cas des ventilateurs dont le moteur a un variateur de vitesse et dans le cas des ventilateurs à aubes réglables.

Les ventilateurs d'une puissance >500 kW peuvent également bénéficier d'une aide s'ils satisfont aux exigences susmentionnées. On applique dans ce cas les formules du règlement n° 327/2011 pour le calcul du degré d'efficacité minimal avec les paramètres incrémentiels pour la gamme de puissance allant de 10 à 500 kW.

Les ventilateurs tangentiels et les ventilateurs d'une puissance inférieure à 125 W sont exclus de tout soutien de la part de ProKilowatt.

4.5.1. Preuve de l'économie

L'économie d'électricité annuelle résultant de la mesure correspond à la différence entre la consommation de courant de l'installation avant et après la mise en œuvre de la mesure:

Economie d'électricité annuelle sans convertisseur de fréquence

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = (P_{1,anc.} - P_{1,nouv.}) [kW] * \text{nombre d'heures de fonctionnement} \left[\frac{h}{a} \right]$$

Economie d'électricité annuelle avec convertisseur de fréquence

$$\Delta E_a \left[\frac{kWh}{a} \right] = (P_{1,anc.} - P_{1,moyen,nouv.}) [kW] * \text{nombre d'heures de fonctionnement} \left[\frac{h}{a} \right]$$

Les données relatives aux besoins en énergie et au temps de fonctionnement annuel du moteur électrique de l'installation avant et après la mise en œuvre des mesures doivent être motivées de manière plausible et compréhensible.

4.5.1.1. Procédure de détermination de la consommation d'électricité de l'installation avant la mise en œuvre des mesures

S'il existe des mesures fiables de la puissance absorbée électrique du moteur électrique d'un ventilateur, il convient de les utiliser pour déterminer de façon plausible la consommation d'électricité. Dans le cas contraire et s'il n'existe pas non plus de données relatives aux besoins (Δp et flux volumique), on calcule la puissance électrique absorbée du moteur électrique sur la base de la puissance sur l'arbre (P_{arbre}) du ventilateur indiquée sur la plaque signalétique ou dans la documentation du ventilateur (fiche technique ou diagramme). La puissance électrique absorbée du moteur électrique se calcule de la manière suivante:

$$P_{1,anc} = P_{arbre} / (\eta_{Transmission} * \eta_{él,anc})$$

Pour le rendement $\eta_{él,anc}$, on applique le rendement correspondant de la classe IE1 pour les moteurs électriques à 2 ou 4 pôles selon le Tableau 9. Pour les moteurs électriques à pôles commutables, il convient de choisir le rendement correspondant.

4.5.1.2. Procédure de détermination de la consommation d'électricité de l'installation après la mise en œuvre des mesures

On calcule la puissance électrique absorbée ($P_{1,nouv}$) du nouveau moteur électrique soit sur la base de la puissance sur l'arbre (P_{arbre}) selon la plaque signalétique (du ventilateur existant ou du nouveau ventilateur), du rendement de la transmission existante ou améliorée et du rendement correspondant du nouveau moteur électrique:

$$P_{1,nouv} = P_{arbre} / (\eta_{Transmission} * \eta_{él,nouv})$$

Pour le rendement $\eta_{él,nouv}$, on applique le rendement correspondant du nouveau moteur électrique.

4.5.1.3. Indications générales concernant le calcul de l'économie d'électricité

L'utilisation des données de la plaque signalétique du moteur électrique (puissance nominale, P_2) comme base pour déterminer la consommation d'électricité de l'installation avant et après la mise en œuvre des mesures n'est pas autorisée. Ce type de procédé conduit à une surestimation de la consommation d'électricité.

Un outil de calcul développé par l'OFEN pour déterminer l'économie d'électricité en cas de remplacement du moteur d'une pompe ou d'un ventilateur peut être téléchargé sur

www.prokw.ch/fr/informations-pratiques. Cet outil permet de calculer les données relatives à la consommation annuelle d'électricité d'une installation avant et après la mise en œuvre des mesures ainsi que les économies annuelles d'électricité. Son utilisation est facultative bien que recommandée. Cet instrument couvre les régimes d'exploitation usuels. Les tableaux d'aide englobent les rendements type des moteurs électriques, pompes, ventilateurs et systèmes de transmission, anciens et nouveaux.

4.5.1.4. Indications concernant l'utilisation de convertisseurs de fréquence (CF)

Les convertisseurs de fréquence pour les moteurs électriques de ventilateurs ne sont pertinents et ne peuvent bénéficier d'une aide que s'ils présentent un flux volumique variable et réglé sur une grandeur de référence (p. ex. selon la Δp , le CO_2 ou la température). Cet effet doit être pris en compte suivant le principe de proportionnalité. La puissance sur l'arbre moyenne pondérée avec la courbe de charge du ventilateur et la durée d'exploitation de la pompe sont déterminantes pour calculer la consommation d'électricité. En revanche, les convertisseurs de fréquence prévus pour le réglage unique ou le démarrage de la pompe ne peuvent pas bénéficier d'une aide, parce qu'ils engendrent, dans ces cas-là, une augmentation inutile de la consommation d'électricité.

4.6. Éclairage

La méthode destinée à déterminer les économies d'électricité comptabilisables pour une rénovation de l'éclairage ainsi que les conditions d'octroi des contributions sont décrites ci-après.

Les mesures qui prévoient uniquement le remplacement de la source lumineuse ne sont pas autorisées. L'utilisation de sources lumineuses LED avec contrôle intégré de la présence/de la lumière du jour est autorisée à titre exceptionnel.

4.6.1. Rénovation d'installations d'éclairage intérieures

Pour être éligible, la nouvelle installation ne doit pas dépasser la valeur maximale de ProKilowatt pour les besoins spécifiques en électricité. La valeur maximale de ProKilowatt pour les besoins en électricité spécifiques sont supérieurs à la valeur cible SIA 387/4 d'un tiers de la différence entre la valeur limite et la valeur cible. La prévision et la preuve des économies doivent être fournies conformément à la norme SIA 387/4. La consommation d'électricité de l'installation existante doit être calculée de manière simplifiée, en multipliant la valeur limite selon la SIA 387/4 pour les besoins spécifiques en électricité (kWh/m^2) par la surface nette de plancher éclairée (m^2). Aides utiles pour les preuves d'économies selon la norme SIA 387/4 :

- ReluxEnergy CH, un outil de calcul et de vérification payant pour les installations d'éclairage selon la norme SIA 387/4, est reconnu Minergie et, depuis 2019, indique également si les valeurs maximales ProKilowatt sont respectées.
- www.lighttool.ch, un outil en ligne gratuit pour le calcul des besoins en énergie selon la norme SIA 387/4. Le rapport PDF téléchargeable pour le calcul indique sur la première page (résumé) si le besoin spécifique en électricité maximal admissible selon Minergie et ProKilowatt est respecté.

Remarque sur la distinction entre l'éclairage intérieur et extérieur : pour les installations situées à la limite entre l'éclairage intérieur et extérieur, le soutien est autorisé uniquement pour les pièces qui sont en grande partie fermées si un calcul peut être effectué selon la norme SIA 387/4 (par exemple, hall de gare).

4.6.2. Rénovation d'installations d'éclairage extérieures

Les mesures de rénovation des installations d'éclairage extérieures (comme les installations d'éclairage public des rues, des parcs ou des zones piétonnes) ne sont pas éligibles sauf pour les terrains de sport et les stades et les lieux de travail extérieurs selon la norme EN 12464-2 (exemples d'installations d'éclairage extérieures éligibles : installations d'éclairage dans les zones extérieures d'aéroports, des exploitations agricoles, des stations-service, des installations industrielles et des zones de stockage ou éclairage des zones de transbordement de marchandises, etc.)

4.6.2.1. Rénovation de l'éclairage extérieur des places de sports et des stades

La rénovation de l'éclairage extérieur des places de sport et des stades peuvent bénéficier d'un soutien.

Les critères suivants s'appliquent à la nouvelle installation :

- Seule l'installation de luminaires LED est admise.
- La puissance électrique installée doit être réduite d'au moins 30% par rapport à l'installation existante.
- Le flux lumineux du luminaire doit pouvoir être réduit (installation d'un gradateur ou d'un commutateur). Au moins 2 niveaux doivent être installés (0 : OFF, 1 : entraînement, 2 : match)
- Pour les mâts de moins de 18 mètres, des luminaires avec une courbe de répartition de l'intensité lumineuse asymétriques doivent être utilisés.
- Le rayonnement du projecteur vers l'avant doit être d'au moins 30° afin d'éviter les émissions lumineuses indésirables et inutiles.
- De plus, l'ULOR (Upper Light Output Ratio) du luminaire doit être < 0.5% pour éviter une pollution lumineuse.
- Idéalement, en plus de la conception de l'éclairage de la zone sportive, les émissions de lumière pour les éventuels résidents et rues attenantes doivent également être documentées. Avant la rénovation, la stabilité du mât doit être testée, entre autres parce que les luminaires LED et leurs dissipateurs thermiques sont plus lourds et que leur résistance au vent est différente.

4.6.2.2. Rénovation de l'éclairage des lieux de travail extérieurs

Le remplacement d'installations d'éclairage pour les lieux de travail extérieurs peut être soutenu. La nouvelle installation doit respecter les exigences de la norme "SN EN 12464-2 Lumière et éclairage - Éclairage des lieux de travail, partie 2 Éclairage des lieux de travail en extérieur". Seule l'installation de luminaires LED est admise. L'éclairage LED doit avoir une efficacité lumineuse moyenne d'au moins 140 lm/W (calculé sur l'ensemble de l'installation d'éclairage). L'utilisation d'un système de régulation moderne est obligatoire (contrôle de la lumière du jour, détection des personnes/véhicules). Toutes exceptions doivent être dûment justifiées dans la demande. L'économie d'électricité doit correspondre à au moins 70% de la consommation de l'ancienne installation.

4.7. Installations de réfrigération et de climatisation

4.7.1. Preuve de l'économie

Pour estimer et prouver les économies d'énergie des mesures liées aux installations de réfrigération et de climatisation, il convient de calculer le besoin en électricité annuel de celles-ci avant (ancienne installation) et après la réalisation de la mesure (nouvelle installation) en se basant sur des outils de calcul reconnus.

Les calculs réalisés sans ce type d'outils et basés sur des économies forfaitaires ou valeurs EER peu compréhensibles et des limites de système pas claires ne sont pas admis. Pour déterminer de manière compréhensible le besoin en électricité annuel des installations de réfrigération, SuisseEnergie met à disposition un «outil du froid» pour les installations non transcritiques. En outre, ce même site Internet propose les liens vers des programmes de calcul très complets (www.suisseenergie.ch/page/fr-ch/froid-efficace sous «Aides de planification pour les installations de froid»).

4.7.2. Exigences concernant les installations de réfrigération et de climatisation

En cas de remplacement complet des installations de réfrigération, les nouvelles installations doivent remplir les exigences de la garantie de performance des installations frigorifiques de SuisseEnergie et de l'ASF. Une garantie de performance signée doit accompagner le rapport de fin de projet et la facture finale (cf. www.suisseenergie.ch/page/fr-ch/froid-efficace sous «Construire ou renouveler les installations frigorifiques»).

En cas de remplacement d'une installation de réfrigération ou de climatisation utilisant un fluide frigorigène que l'annexe 2.10 de l'actuelle ORRChim (RS 814.81) ne permet plus d'utiliser pour la recharge (p. ex. le R22), seules les mesures allant au-delà des dispositions légales et de la pratique sont imputables auprès de ProKilowatt.

Toutefois, le remplacement d'une installation de réfrigération ou de climatisation dont le fluide frigorigène peut encore être rechargé selon l'actuel ChemRRV, annexe 2.10 ChemRRV (RS 814.81) est éligible au financement. Les valeurs limites suivantes pour le SEER* (froid de confort) ou le SEPR** (froid de process) doivent être respectées. La méthode de calcul des valeurs SEER ou SEPR est basée sur la norme SN EN 14825, aucun free cooling ne doit être comptabilisé. Pour les

puissances de refroidissements intermédiaire, les valeurs SEER ou SEPR doivent être interpolées linéairement.

Efficacité énergétique minimal pour les systèmes de réfrigération refroidis par eau avec un frigoporteur côté évaporateur et un caloporteur côté condensateur sous les conditions standard sans free cooling :

Puissance de refroidissement en kW en pleine charge (100%)	≤100	300	600	≥ 1000
Valeurs limites SEER* minimales	5.3	5.6	6.6	7.0
Valeurs limites SEPR** minimales	7.5	8.5	9.0	9.3

Tableau 12 : Valeurs limites du SEER ou du SEPR pour le soutien ProKilowatt. Conditions standard : Température de l'eau froide 12/7 °C ; Température du fluide de refroidissement 30/35 °C. SEER* = Seasonal Energy Efficiency Ratio, SEPR** = Seasonal Energy Performance Ratio

Efficacité énergétique minimale pour les systèmes de réfrigération refroidis par air avec un frigoporteur côté évaporateur et liquéfaction directe sous conditions standard et sans free cooling :

Puissance de refroidissement en kW en pleine charge (100%)	≤100	300	600	≥ 1000
Valeurs limites SEER* minimales	4.15	4.20	4.60	4.70
Valeurs limites SEPR** minimales	5.2	5.6	5.8	6.0

Tableau 13 : Valeurs limites du SEER ou du SEPR pour le soutien ProKilowatt. Conditions standard : Température de l'eau froide 12/7 °C ; température de l'air extérieur (sec) 35°C. SEER* = Seasonal Energy Efficiency Ratio, SEPR** = Seasonal Energy Performance Ratio

4.7.3. Exigences minimales en matière d'échangeurs thermiques

En ce qui concerne les nouveaux évaporateurs, condensateurs et échangeurs thermiques d'installations de réfrigération, les écarts de température doivent être respectés conformément à la campagne *Froid efficace*, dossier *Bärenstark* art-n° 805.400 (à télécharger sur www.froidefficace.ch), et à la norme VDMA 24247-8. L'OFEN est autorisé à demander et à examiner le protocole de mise en service correspondant.

4.7.4. Exigences minimales en matière de boosters CO₂

Pour les puissances utiles à l'évaporateur supérieures ou égales à 80kW (froid positif) dans les supermarchés ainsi que pour les puissances utiles à l'évaporateur supérieures ou égales à 30kW dans les autres applications, les nouveaux boosters CO₂ doivent disposer d'un compresseur parallèle ou d'un éjecteur variable. Pour la production industrielle de froid avec du CO₂ avec une puissance utile à l'évaporateur supérieures ou égales à 100kW, les boosters doivent également disposer d'éjecteurs variables ou de compresseurs parallèles avec pompage de CO₂.

4.7.5. Mesures dans le domaine du free cooling

Les mesures d'économie d'énergie visant à réduire le temps de fonctionnement des compresseurs frigorifiques par le biais du free cooling ne sont admises que si elles sont pertinentes du point de vue énergétique dans le budget global d'énergie pour le bâtiment. Ainsi, lorsque le free cooling fonctionne, il ne doit pas subsister dans le bâtiment de besoin de chaleur pouvant être couvert avantageusement en récupérant la chaleur rejetée par l'installation de refroidissement. Dans le cadre de la demande, il convient d'expliquer et de prouver la pertinence énergétique globale de la mesure soumise. Vous trouverez plus d'infos concernant le free cooling sur www.suisseenergie.ch/batiment/ventilation.

4.7.6. Exigences pour l'exploitation d'installations en redondance

Si un système remplacé est utilisé en tant que redondance, il faut s'assurer qu'il ne peut jamais fonctionner en même temps que le nouveau système de réfrigération (principal). A cette fin, les précautions suivantes doivent être assurées en permanence :

- Verrouillage électrique du système de redondance (Off) lorsque le nouveau système de réfrigération (principal) est en service ; respectivement verrouillage électrique du nouveau système de réfrigération (principal) lorsque le système de redondance est en service.
- Fermeture hydraulique du circuit frigorifique avec vanne de commutation à 3 voies pour s'assurer qu'un seul des deux refroidisseurs est traversé par le réfrigérant à la fois et jamais les deux ensemble ou l'un après l'autre.

4.7.7. Remplacement des appareils de congélations et de réfrigération professionnels reliés à une centrale de froid

Si les appareils sont remplacés, les coûts d'investissement peuvent être comptabilisés et soutenus financièrement uniquement si les nouveaux appareils atteignent la classe d'efficacité D. En outre, seuls les appareils munis de couvercles ou de portes peuvent être soutenus.

4.8. Compresseurs et systèmes d'air comprimé

Les compresseurs d'air comprimé et les systèmes d'air comprimé doivent respecter les exigences minimales d'efficacité énergétique décrites ci-dessous pour bénéficier d'un financement de ProKilowatt. Lors du remplacement d'un ou de plusieurs compresseurs, il doit être démontré que le système de distribution d'air comprimé a été optimisé. De plus, il doit être démontré qu'une réduction de la puissance de la production d'air comprimé a été examinée et mise en œuvre dans la mesure du possible.

En outre, il faut indiquer les capacités de production d'air comprimé de l'installation avant et après la mise en œuvre des mesures d'efficacités.

Exigences de rendement pour les compresseurs d'air Phase 1* : 01.01.2022 au 30.06.2023

Seul le remplacement par des compresseurs d'air dont le moteur d'entraînement principal répond au moins aux exigences de rendement selon les classes d'efficacité suivantes est admissible :

- Puissance nominale jusqu'à 0,75 kW : Classe d'efficacité IE3
- Puissance nominale supérieure à 0,75 kW : Classe d'efficacité IE4

Exigences de rendement pour les compresseurs d'air Phase 2* : à partir du 01.07.2023

Seul le remplacement par des compresseurs d'air dont le moteur d'entraînement principal répond au moins aux exigences de rendement selon les classes d'efficacité suivantes est admissible :

- Puissance nominale jusqu'à 0,75 kW : Classe d'efficacité IE3
- Puissance nominale comprise entre 0,75 kW et 75 kW : Classe d'efficacité IE4
- Puissance nominale supérieure à 75 kW : Classe d'efficacité IE5

* La date de commande du compresseur faisant foi

Note importante pour le rapport de monitoring à la fin du projet

Les données techniques (fiche technique) de tous les nouveaux compresseurs installés doivent être incluses dans le rapport de monitoring. En plus des données techniques selon la fiche technique, le rapport de monitoring doit inclure le rendement isentropique (selon ISO 1217-AMD, 2016) et la puissance spécifique de tous les nouveaux compresseurs installés. Ces valeurs doivent être confirmées par écrit par le fournisseur du compresseur et jointes au rapport de monitoring (si elles ne figurent pas déjà dans les fiches techniques).

4.9. Appareils industriels

4.9.1. Appareils de réfrigération et de congélation professionnels

Pour que le remplacement d'appareils de réfrigération et de congélation professionnels puisse bénéficier de contributions dans le cadre de ProKilowatt, les nouveaux appareils doivent répondre au moins aux exigences suivantes :

Type d'appareil	Classe d'efficacité énergétique minimum
Table réfrigérée	A
Réfrigérateur vertical ≤ 800 litres de capacité utile (généralement 1 porte)	A
Réfrigérateur vertical > 800 litres de capacité utile (généralement 2 portes)	C
Table de congélation	B
Congélateur vertical ≤ 800 litres de capacité utile (généralement 1 porte)	B
Congélateur vertical > 800 litres de capacité utile (généralement 2 portes)	C
Réfrigérateur à boissons	B
Congélateur à glaces	B
Vitrines de vente de glace	C
Réfrigérateur vertical combiné pour supermarchés	C
Réfrigérateur horizontal pour supermarchés	D
Réfrigérateur horizontal combiné pour supermarchés	C
Congélateur horizontal pour supermarchés	C
Réfrigérateurs à médicaments	D

Tableau 14 : Classes d'efficacité énergétique que les réfrigérateurs et congélateurs commerciaux doivent avoir au minimum pour être éligibles

De plus, seuls les appareils munis de couvercles ou de portes peuvent être pris en charge.

Pour les surfaces commerciales de plus de 200 m², les congélateurs et réfrigérateurs pour supermarchés prêts à être branchés (4 derniers types d'appareils de la liste ci-dessus) peuvent être soutenus uniquement si la mise en place d'un système de froid centralisé n'est techniquement pas possible ou serait beaucoup trop coûteuse (considération de l'ensemble du système chaud-froid-ventilation, y compris la récupération de la chaleur sur la durée de vie).

Pour les réfrigérateurs de boissons et les congélateurs à glaces, la durée de vie standard est de 8 ans (cf. chapitre 3.2).

Les nouveaux réfrigérateurs pour médicaments doivent être certifiés selon la norme DIN 58345 et leur consommation d'énergie doit être indiquée selon la méthode de mesure de la certification DIN. La classe d'efficacité est calculée selon la même méthode que pour les armoires de stockage réfrigérées commerciales (Règlement (UE) 2015/1094).

4.9.2. Installations de cuisine industrielles

Le calcul des économies d'électricité doit dans la mesure du possible s'appuyer sur des consommations d'énergie proches de la réalité et mesurées et pas sur la puissance installée. La base de données et les hypothèses retenues doivent être décrites de manière compréhensible. ENAK et HKI, basées respectivement en Suisse et en Allemagne, mettent à disposition des données d'appareils mesurées uniformément ainsi que des outils de calcul de l'énergie. Pour de plus amples informations, cliquez sur:

- <https://enak.ch/enak-tech/>
- <http://hki-online.de/de/service/zertifizierungsdatenbanken>

Les nouveaux lave-vaisselle doivent être équipés d'un système de récupération de chaleur. En outre, pour les lave-vaisselle à capot et sous-comptoir, la consommation d'énergie du nouveau modèle doit être déterminée conformément à la norme EN IEC 63136 : 2019.

Les nouvelles salamandres doivent être équipées d'un système de détection automatique des assiettes.

Les nouvelles friteuses et cuiseurs de pâtes doivent être équipés d'un couvercle, d'une isolation thermique de la cuve avec un coefficient R d'au moins 0.57 m²K/W et d'un abaissement automatique de la température en cas de non-utilisation prolongée (par exemple, abaissement après 30 minutes de non-utilisation). Les zones froides destinées à prolonger la durée de vie de l'huile dans les cuves de friture ne doivent pas être isolées.

Les nouvelles plaques de grill doivent être équipées de la technologie à induction.

Attention : Le remplacement de cuisinières professionnelles par des plaques à induction n'est plus soutenu.

4.9.3. Appareils de soudage

Pour que le remplacement d'appareils de soudage puisse bénéficier de contributions dans le cadre de ProKilowatt, les nouveaux appareils doivent répondre au moins aux exigences suivantes¹:

Type de produit	Efficiencénergétique de la source d'électricité	Puissance absorbée maximale en mode inactif
Appareils de soudage fonctionnant grâce à des sources d'électricité triphasées avec courant continu (DC)	92 %	10 W
Appareils de soudage fonctionnant grâce à des sources d'électricité monophasées avec courant continu (DC)	90 %	10 W
Appareils de soudage fonctionnant grâce à des sources d'électricité monophasées et triphasées avec courant alternatif (AC)	83 %	10 W

Tableau 15 : Exigences minimales en matière d'énergie pour les appareils de soudage en vue d'un soutien ProKilowatt

«L'efficacité énergétique de la source d'électricité» désigne le rapport exprimé en % entre la puissance de sortie dans des conditions de soudage normalisées et les tensions de charge de soudure normalisées et l'augmentation de puissance la plus importante de la source d'électricité. «En mode inactif» désigne l'état d'exploitation dans lequel l'électricité est sous tension et la circulation de soudure est hors tension.

4.10. Production et distribution de l'électricité

Les mesures sur les réseaux de transport et de distribution publics de l'électricité ne peuvent pas bénéficier d'un soutien.

Dans les centrales hydroélectriques, seul le remplacement des transformateurs pour l'injection de la production d'électricité et le remplacement des câbles électriques d'une section égale ou supérieure à 150 mm² et d'une tension ≤ 36 kV (basse et moyenne tension) peuvent bénéficier d'un soutien.

Dans les entreprises industrielles, les mesures éligibles concernent la distribution électrique propre à l'entreprise, comme le remplacement des transformateurs et le remplacement des câbles électriques dont la section des conducteurs est égale ou supérieure à 95 mm² et dont la tension est ≤ 36 kV (basse et moyenne tension).

L'économie d'électricité annuelle des mesures concernant la distribution d'électricité se calcule à partir de la différence entre les pertes de transformation pour les transformateurs et les pertes de charge (pertes en joules) pour les câbles avant et après la mise en œuvre.

Le prix standard de l'électricité de CHF 0,15/kWh ou un prix individuel de l'électricité (coûts annuels totaux, TVA et toutes les redevances/taxes compris divisés par la consommation annuelle d'électricité), justifié par les factures d'électricité, doit être utilisé pour calculer la durée de retour sur

¹ Ces exigences s'appliquent aux appareils suisses servant au soudage de métaux à l'arc manuel, au soudage de métaux sous pression gazeuse, au soudage avec fil fourré auto-protecteur, au soudage de métaux au gaz actif, au soudage de métaux au gaz inerte, au soudage de tungstène au gaz inerte ou au soudage de métaux avec un arc plasma mais pas à ceux servant au soudage à l'arc submergé, au soudage à l'arc à service limité, au soudage par résistance ou au soudage des goujons par arc tiré.

investissement (Payback). Le payback correspond aux coûts du nouveau transformateur resp. des nouveaux câbles divisé par les économies financières réalisées grâce à la diminution des pertes.

Pour le calcul du temps de retour sur investissement, il convient d'utiliser le prix standard de l'électricité de 0.15 CHF/kWh ou, au choix, un prix individuel de l'électricité justifié par des factures d'électricité (coûts annuels complets, y compris la TVA et toutes les taxes/redevances, divisés par la consommation annuelle d'électricité). Le temps de retour sur investissement est calculé en divisant le coût du nouveau transformateur ou des nouveaux câbles par les économies financières réalisées grâce aux pertes économisées.

4.10.1. Exigences minimales pour le remplacement de transformateurs

La demande doit montrer qu'une étude a été effectuée pour déterminer si l'utilisation future et le fonctionnement du réseau pourraient être optimisés et si le nombre ou la puissance des transformateurs peuvent être réduits.

Le requérant doit s'assurer que l'ancien transformateur n'est pas réutilisé.

Les coûts d'investissement imputables sont ceux qui sont étroitement liés au remplacement, c'est-à-dire les coûts d'exploitation (coûts de démolition, d'élimination et de transformation) et les coûts des matériaux (coûts du nouveau transformateur ou des nouveaux câbles).

Si un transformateur triphasé existant est remplacé par plusieurs nouveaux transformateurs monophasés, le ou les nouveaux transformateurs monophasés fonctionnant en redondance ne sont pas éligibles. En règle générale, ce sont les nouveaux transformateurs installés en plus des trois transformateurs nécessaires pour le remplacement, qui fonctionnent en redondance. Par conséquent, les coûts d'investissement des nouveaux transformateurs monophasés de redondance ne peuvent pas être comptabilisés dans les coûts d'investissement éligibles.

Tous les nouveaux transformateurs installés doivent, indépendamment de leur régime d'exploitation, satisfaire au moins aux exigences de mise en circulation selon l'ordonnance sur l'efficacité énergétique (OEne, RS 730.02), annexe 2.10, alinéa 2.2.

4.10.2. Grands transformateurs de puissance avec une puissance nominale supérieure à 4MVA

Les transformateurs à grande puissance nouvellement installés satisfont aux exigences minimales ProKilowatt en matière de rendement maximal (en %) selon les tableaux ci-après. Les valeurs minimales du rendement maximal pour les puissances nominales en MVA, situées entre celles des tableaux, seront déterminées par une interpolation linéaire.

Puissance nominale (MVA)	Exigences légales conformément à l'ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique, (OEEE, RS 730.02) annexe 2.10	Exigences minimales pour l'encouragement via ProKilowatt	Réduction des pertes en % en comparaison avec l'étape 2 des exigences légales
	Étape 2 (1er juillet 2021)		
≤ 4	99,532	99,630	21%
5	99,548	99,643	
6.3	99,571	99,661	
8	99,593	99,678	
10	99,615	99,696	
12.5	99,64	99,716	
16	99,663	99,734	29%
20	99,684	99,776	
25	99,7	99,787	
31.5	99,712	99,796	
40	99,724	99,804	34%
50	99,734	99,824	
63	99,745	99,832	
80	99,758	99,840	
≥ 100	99,77	99,848	

Tableau 16 : Exigences minimales pour le rendement maximal (en %) des transformateurs immergés de liquide de grande puissance

Puissance nominale (MVA)	Exigences légales conformément à l'ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique, (OEEE, RS 730.02) annexe 2.10	Exigences minimales pour être soutenu par ProKilowatt	Réduction des pertes en % en comparaison avec l'étape 2 des exigences légales
	Étape 2 (1 ^{er} juillet 2021)		
≤ 4	99,225	99,388	21%
5	99,265	99,419	
6.3	99,303	99,449	
8	99,356	99,491	
10	99,385	99,514	
12.5	99,422	99,543	
16	99,464	99,577	
20	99,513	99,654	29%
25	99,564	99,69	
31.5	99,592	99,71	
40	99,607	99,721	
50	99,623	99,751	34%
≥ 63	99,626	99,753	

Tableau 17 : Exigences minimales pour le rendement maximal (en %) des transformateurs secs de grande puissance

4.10.3. Transformateurs moyenne puissance d'une puissance nominale inférieure à 3'150 kVA

Les transformateurs de moyenne puissance nouvellement installés répondent aux exigences minimales de ProKilowatt pour les pertes à vide maximales (P_0 en W) selon les tableaux suivants. Les valeurs minimales des pertes à vide maximales qui se situent entre celles des tableaux sont déterminées par interpolation linéaire.

Puissance nominale (kVA)	Exigences légales selon l'ordonnance sur l'efficacité énergétique (OEne, RS 730.02) Annexe 2.10	Exigence minimale pour être soutenu par ProKilowatt	Réduction des pertes en % en comparaison avec l'étape 2 des exigences légales
	Niveau 2 (01 juillet 2021)		
25	63	38	40%
50	81	49	
100	130	78	
160	189	113	
250	270	162	
315	324	194	
400	387	232	
500	459	275	
630	540	324	
800	585	351	
1000	693	416	
1250	855	513	
1600	1080	648	
2000	1305	783	
2500	1575	945	
3150	1980	1188	

Tableau 18 : Exigences minimales pour les pertes maximales à vide (en W) pour les transformateurs de puissance triphasés de taille moyenne immergés dans un liquide avec un enroulement pour lequel $U_m \leq 24$ kV et l'autre enroulement pour lequel $U_m \leq 1,1$ kV

Puissance nominale (kVA)	Exigences légales selon l'ordonnance sur l'efficacité énergétique (OEnE, RS 730.02) Annexe 2.10	Exigence minimale pour être soutenu par ProKilowatt	Réduction des pertes en % en comparaison avec l'étape 2 des exigences légales
	Niveau 2 (1. Juli 2021)		
50	180	108	40%
100	252	151	
160	360	216	
250	468	281	
400	675	405	
630	990	594	
800	1170	702	
1000	1395	837	
1250	1620	972	
1600	1980	1188	
2000	2340	1404	
2500	2790	1674	
3150	3420	2052	

Tableau 19 : Exigences minimales pour les pertes maximales à vide (en W) pour les transformateurs triphasés de moyenne puissance de type sec avec un enroulement avec $U_m \leq 24$ kV et un avec $U_m \leq 1,1$ kV

4.10.4. Exigences minimales pour le remplacement de câbles

La classe de la section de conducteur des câbles nouvellement installés être doit être supérieure à celle définie dans la norme IEC 60228.

4.11. Production d'électricité

L'installation d'équipements pour la production d'électricité à partir de sources renouvelables (par ex. énergie hydraulique, solaire ou éolienne) n'est pas éligible.

Dans les entreprises industrielles, les mesures visant à produire de l'électricité dans l'entreprise à partir de rejets de chaleur basse température ($>350^\circ\text{C}$), comme p.ex. l'installation d'ORC (Organic Rankine Cycle), sont éligibles. De telles mesures ne sont pas encouragées si l'électricité produite est directement injectée dans le réseau électrique public (injection dans le réseau).

Pour le calcul du temps de retour sur investissement (payback), il convient d'utiliser le prix standard de l'électricité de CHF 0.15/kWh ou, au choix, un prix individuel de l'électricité justifié par des factures d'électricité (coûts annuels complets, y compris la TVA et toutes les taxes/redevances, divisés par la consommation annuelle d'électricité). Le payback est calculé en divisant les coûts d'investissement pour la nouvelle installation par les économies financières réalisées grâce à l'électricité économisée sur le réseau.

Les coûts totaux, y compris les coûts accessoires, sont imputables comme investissements. Il s'agit notamment des coûts de planification et d'établissement du projet, des frais de personnel pour l'installation électrique, des frais de matériel pour l'installation électrique et des frais de suivi. Les frais de personnel internes doivent être comptabilisés à un taux interne et justifiés.

4.11.1 Exigences minimales pour les installations ORC

L'utilisation des rejets de chaleur au moyen de l'installation ORC contribue à réduire la consommation d'électricité du réseau et donc à augmenter l'efficacité énergétique de l'entreprise. De plus, cela permet de décharger le réseau électrique.

Pour que l'installation d'une centrale ORC puisse être soutenue par ProKilowatt, les exigences suivantes doivent être remplies :

- La demande doit démontrer, sur la base des résultats d'une analyse Pinch, que les rejets de chaleurs utilisés par l'installation ORC ne peuvent pas être utilisés autrement de manière rentable. Les résultats de l'analyse Pinch doivent être joints à la demande.

- L'électricité produite par l'installation ORC doit en principe être consommée par l'entreprise elle-même. La part de la production d'électricité qui est directement injectée dans le réseau ne doit pas être prise en compte pour le calcul des économies d'électricité prises en compte par ProKilowatt.
- La demande doit démontrer que les composants des installations ORC répondent aux exigences minimales de ProKilowatt pour les différentes technologies, conformément au chapitre 4 des conditions. Cela s'applique aux composants pour lesquels ProKilowatt définit des exigences minimales, tels que les pompes, les ventilateurs ou les composants de refroidissement de retour.
- La construction et l'exploitation de l'installation ORC nécessitent l'accord du fournisseur d'électricité. Une confirmation du fournisseur d'électricité doit être jointe à la demande.

5. Organisation de l'exécution

5.1. Décision

En soumettant vos offres, vous reconnaissez, en votre qualité de propriétaire de projet, les conditions de l'appel à projets concurrentiels. Ces conditions font partie intégrante de la décision que l'OFEN adresse aux propriétaires de projet.

La décision d'adjudication précise notamment les conditions financières, la forme à donner aux preuves de réalisation, y compris les valeurs éventuelles à mesurer à titre de preuve, si elles sont exigées, d'éventuelles obligations et les conditions de paiement.

Des adaptations ultérieures peuvent être arrêtées sous forme d'avenants à la décision (p. ex. échéances, concept de monitoring, communication, comptes rendus).

5.2. Voies de recours

Vous avez la possibilité de faire recours contre la décision concernant des appels d'offres publics dans les 30 jours suivant sa décision auprès du Tribunal administratif fédéral. La décision mentionne les voies de recours.

5.3. Réductions possibles des contributions de ProKilowatt

L'OFEN attend de vous que vous fournissiez, en tant que propriétaire de projet, les prestations prévues aux échéances définies. Il est possible que nous vous accordions des délais pour y suppléer. Si vous ne les utilisez pas, l'OFEN peut retirer la promesse de contribution au projet.

Veillez noter que l'OFEN peut réduire les contributions de soutien d'un projet au bénéfice d'une adjudication celui-ci n'atteint pas les gains d'efficacité ou les réductions de consommation prévus. La diminution est généralement effectuée proportionnellement au ratio entre les réductions de la consommation d'électricité visées et effectives.

Si les coûts de mise en œuvre du projet sont inférieurs aux prévisions, la contribution de soutien absolue est réduite en conséquence. Le taux d'aide reste en revanche inchangé. Si la réduction des coûts ou l'augmentation des économies d'électricité ont pour conséquence que la durée de retour sur investissement du projet est inférieure à la limite requise pour le critère de rentabilité, l'intégralité du montant peut être supprimée.

En cas d'interruption d'un projet, ou si un projet n'est pas complètement mis en œuvre, l'OFEN peut demander le remboursement des contributions de soutien déjà versées. Veillez noter qu'en tant que propriétaire de projet, vous êtes tenus de présenter au bureau et à l'OFEN toutes les données importantes pour l'évaluation de la mise en œuvre.

5.4. Vérification et documentation requise à cette fin

L'OFEN peut contrôler ou faire contrôler par des tiers les projets soutenus dans le cadre des appels d'offres publics (loi sur les subventions, LSu, art. 11).

Pour le bon déroulement de cette vérification, vous êtes tenu, en tant que propriétaire de projet, de fournir sous forme numérique les données de l'ancienne installation et de la nouvelle installation, ainsi que les documents prouvant les économies d'électricité.

A la demande du bureau ou de l'OFEN, vous devez également fournir d'autres documents pertinents concernant le projet dans un format numérique adéquat (p. ex. xls, pdf):

Données concernant l'installateur/le planificateur de l'objet en question:

Société, adresse, interlocuteur, contact (n° de téléphone, e-mail)

Données concernant le soutien:

Montant des économies d'électricité imputables par an, factures de tiers et preuves des coûts accessoires

Données concernant les composants, les appareils et les installations:

Fabricant et type des composants, appareils ou installations à remplacer ou nouveaux

5.5. Exigences concernant la preuve des coûts

Pour prouver les coûts effectifs liés au projet, vous devez fournir dans le cadre du monitoring toutes les factures concernant l'ensemble des investissements susceptibles de recevoir une aide qui sont liés à la mise en œuvre du projet.

5.6. Entreprises avec convention d'objectifs ou audit énergétique ou gros consommateurs

Les entreprises qui, en raison d'obligations légales (article sur les gros consommateurs ou remboursement du supplément réseau), ont conclu une convention d'objectifs (CO) avec un objectif d'efficacité énergétique contraignant, ou se soumettent à un audit énergétique (AE) pour fixer l'objectif d'efficacité énergétique contraignant, ne peuvent être soutenues par ProKilowatt que pour les mesures mises en œuvre en plus de l'objectif d'efficacité énergétique. Cela signifie que :

- Seules les mesures qui n'ont pas été prises en compte dans le calcul de l'objectif d'efficacité énergétique de la CO ou de l'AE peuvent bénéficier du soutien de ProKilowatt (garantie du principe d'additionnalité).

Concernant le soutien de projets, les cas suivants sont possibles :

- Une mesure n'a pas été prise en compte pour le calcul de l'objectif d'efficacité énergétique d'une CO/d'une AE. La mesure peut faire l'objet d'une demande de projet auprès de ProKilowatt. En cas d'attribution, la mesure peut être mise en œuvre grâce au soutien de ProKilowatt.
- Une mesure a été prise en compte pour le calcul de l'objectif d'efficacité énergétique d'une CO/d'une AE. Dans ce cas, seules les éventuelles économies d'électricité supplémentaires par rapport aux économies d'électricité déjà prises en compte pour le calcul de l'objectif d'efficacité peuvent être soutenues par ProKilowatt.

Pour les entreprises ayant conclu une convention d'objectifs pour le remboursement du supplément réseau (RSR), il convient de noter que les mesures encouragées par ProKilowatt ne peuvent pas être prises en compte pour la réalisation des objectifs de la convention d'objectifs RSR. De plus, les mesures encouragées ne doivent pas non plus être prises en compte pour le respect de l'obligation de réinvestissement.

Concernant le soutien de projets, les cas suivants sont possibles :

- Cas 1 : Mesure sans soutien de ProKilowatt, mais comptabilisable avec CO-RSR : une entreprise pourrait mettre en œuvre une mesure non rentable, mais n'a pas encore suffisamment d'autres mesures non rentables dans lesquelles elle pourrait investir au moins 20% du montant remboursé. Elle utilise la mesure pour se qualifier pour le remboursement du supplément réseau. Après sa mise en œuvre, la mesure doit être indiquée en conséquence dans le monitoring de la convention d'objectifs et peut être prise en compte pour la réalisation des objectifs de la CO-RSR. Dans ce cas, la mesure non rentable ne peut pas bénéficier du soutien de ProKilowatt.
- Cas 2 : Mesure avec soutien de ProKilowatt, mais non comptabilisée avec CO-RSR : Une entreprise a déjà investi plus de 20% du montant remboursé dans des mesures non rentables ou prévoit de tels investissements. Grâce au soutien de ProKilowatt, la mise en œuvre d'une autre mesure non rentable est rendue possible. Dans ce cas, la mesure peut être soutenue dans le cadre d'un projet ProKilowatt. L'entreprise renonce explicitement à faire état de ses propres investissements dans la mesure soutenue par ProKilowatt pour le remboursement du supplément réseau. De plus, la mesure ne peut pas être prise en compte pour la réalisation des objectifs de la CO-RSR.

En tant que propriétaire de projet avec une convention d'objectifs/un audit énergétique pour atteindre un objectif d'efficacité énergétique contraignant, vous devez vous assurer que les règles expliquées dans ce chapitre sont respectées pour les mesures contenues dans votre projet ProKilowatt.

5.7. Taxe sur la valeur ajoutée

La contribution totale de ProKilowatt est une subvention au sens de l'art. 18, al. 2, let. a, LTVA. En tant que propriétaire du projet et bénéficiaire de la subvention, vous devez réduire le montant de la déduction de l'impôt préalable en proportion (art. 33, al. 2, LTVA).

6. Glossaire

Additionnalité	Les économies d'électricité sont réputées additionnelles si elles n'auraient pas été mises en œuvre en l'absence du soutien financier fourni par les appels d'offres publics.
Coûts accessoires	Font partie des coûts accessoires imputables à un investissement : coûts de planification, coûts d'approbation, coûts de surveillance de la construction en rapport direct avec l'investissement. Ne font pas partie des coûts accessoires : coûts de financement, coûts résultant d'un retard, manque à gagner, coût du terrain.
Décision	Avis transmis par l'OFEN à la personne ou à l'organisme porteur du projet ou du programme concernant l'adjudication dans le cadre de la procédure d'appel d'offres en cours. Il indique les motifs de la décision et précise, en cas d'adjudication, toutes les conditions de mise en œuvre connues à ce stade ainsi que les exigences ou réserves éventuelles.
Efficacité des coûts	Rapport entre les coûts et les effets obtenus. S'agissant des appels d'offres publics, l'efficacité des coûts concerne la relation entre la contribution financière sollicitée et les kWh économisés. [ct./kWh].
Heures à pleine charge	Les heures à pleine charge désignent le temps durant lequel une installation devrait être exploitée à puissance nominale pour mettre en œuvre le même travail électrique que celui mis effectivement en œuvre par l'installation pendant un laps de temps donné pendant lequel des périodes d'arrêt ou un fonctionnement en charge partielle peuvent aussi se produire.
Heures de fonctionnement	Nombre d'heures par an pendant lesquelles une installation est en service, indépendamment de son taux d'utilisation.
Investissements	Tous les coûts enregistrés en rapport avec la mise en œuvre de la mesure font partie des investissements, c'est-à-dire aussi les coûts accessoires des investissements.
Investissement supplémentaire	Investissement consacré à l'ajout d'un élément à un appareil existant ou à une installation existante afin de réduire de manière significative la consommation d'énergie de l'appareil ou de l'installation. Exemples: ajout d'un convertisseur de fréquence pour adapter le régime d'un moteur électrique en fonction de la charge ou modernisation d'un système de gestion des installations d'un bâtiment afin de garantir un pilotage de la climatisation ou de l'éclairage adapté aux besoins.
Mesure	On entend par mesure une activité définie destinée à atteindre une économie d'électricité dans un projet. Une seule ou plusieurs mesures peuvent être mises en œuvre dans un projet.
Substitution	La substitution se réfère ici au remplacement de l'électricité par des sources d'énergie renouvelables ou des rejets de chaleur. Un exemple de mesure d'efficacité éligible avec substitution est l'utilisation des eaux souterraines pour le refroidissement de processus ou la climatisation, de sorte que les installations de réfrigération ou de climatisation existantes puissent être mises hors service. L'utilisation elle-même entraîne également une consommation d'énergie, bien que beaucoup plus faible, par exemple par les pompes électriques, qui doit être prise en compte par rapport aux économies réalisées.